

# Table des matières

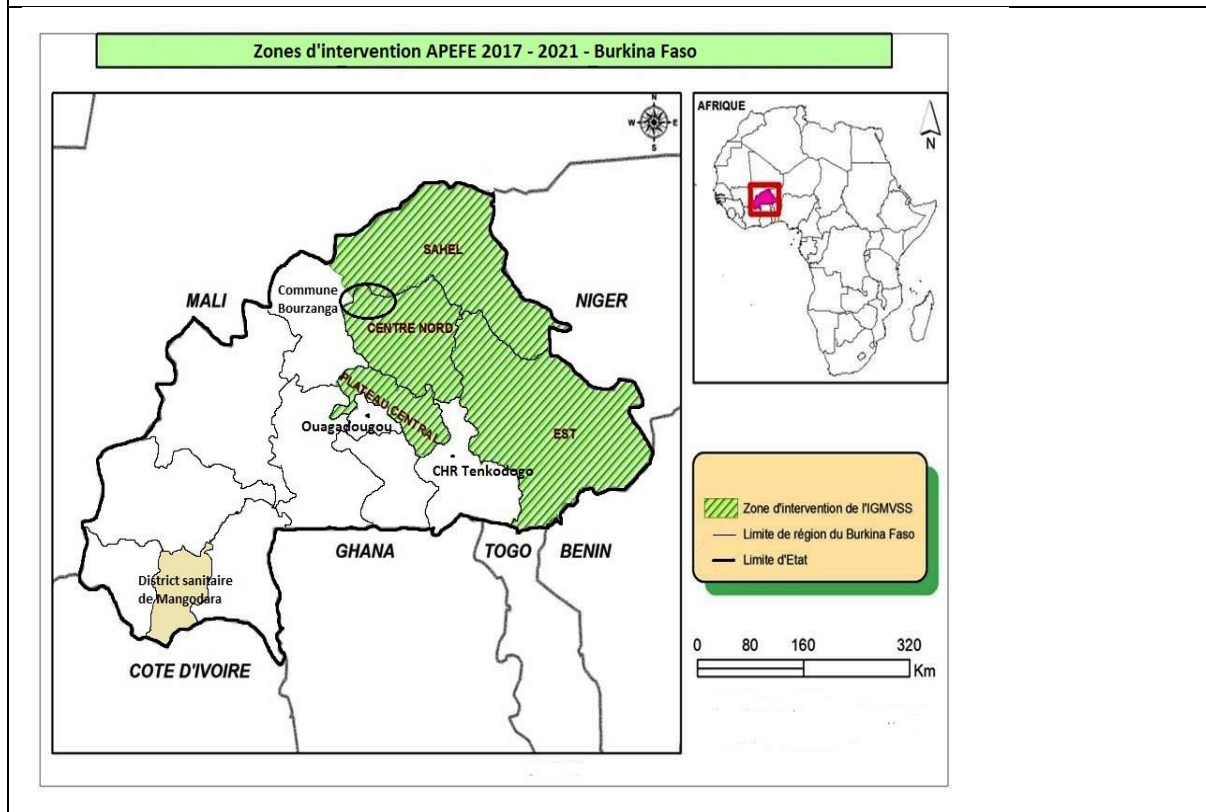
1.	Fiche pays : Burkina Faso .....	2
2.	Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande .....	3
2.1.	Objectif spécifique 1 .....	3
3.	Théorie du Changement.....	14
3.1.	Sous-secteur de l'Environnement.....	14
3.2.	Sous-secteur la santé - Médecine physique réadaptation (MPR) .....	16
4.	Analyse des risques associés au Burkina pour les deux Objectifs Spécifiques .....	21
5.	Prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC .....	23
6.	OS1 / Environnement .....	24
6.1.	Fiche OS1 .....	24
6.2.	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 1 .....	25
6.3.	Motivation au regard des critères du CAD .....	28
6.4.	Description de la Stratégie de Partenariat .....	30
6.5.	Synergies et Complémentarités .....	31
7.	OS2/ Santé.....	34
7.1.	Fiche OS2 .....	34
7.2.	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 2 .....	35
7.3.	Motivation au regard du CAD .....	38
7.4.	Description de la Stratégie de Partenariat. ....	40
7.5.	Description des Synergies et Complémentarités.....	41

# Burkina Faso

## 1. Fiche pays : Burkina Faso

Coûts opérationnels totaux pour le pays :		3 790 500 €		
Personne de contact en Belgique :	Forsans Nathalie	APEFE	+32 421 82 94	n.forsans@apefe.org
Personne de contact de l'ACNG dans le pays:	Didier Woirin	APEFE	+ 226 70 95 04 96	d.woirin@apefe.org

Pour 2017-2021, l'APEFE développera ses appuis dans les secteurs de l'Environnement et de la santé. Elle vise d'une part, **l'amélioration de la mise en œuvre de la stratégie et plan d'actions de l'Initiative de la grande muraille verte pour Sahara et le Sahel au Burkina Faso pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres (GDT) au bénéfice des populations de la zone d'intervention (ODD 15, Cible 15.3)** par le renforcement des capacités fonctionnelles et techniques des cadres et agents du MEEVC et la valorisation des résultats scientifiques et par la capitalisation de bonnes pratiques en GDT ainsi que la mise en œuvre au niveau d'une commune pilote. Cette intervention s'intègre dans une stratégie régionale harmonisée pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel dont l'objectif est de lutter contre la dégradation des terres et la désertification au Sahel et au Sahara, de renforcer la sécurité alimentaire et d'aider les communautés à s'adapter au changement climatique. L'APEFE vise également **l'amélioration de l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité fonctionnelle (ODD 3, Cible 3.4)** par l'appui à la gouvernance du sous-secteur de la réadaptation kiné-médecins-MPR, le développement quantitatif et qualitatif des RH de la réadaptation kiné-médecins-MPR et le développement des capacités de soins en Médecine Physique et Réadaptation (MPR) en créant deux services de référence MPR au niveau national (Ouagadougou) et régional (Tenkodogo). Cette intervention s'intègre dans une stratégie du développement de la réadaptation médicale plus large appelée projet « B4 » (Belgique, Bénin, Burundi, Burkina Faso).



## 2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande

### 2.1. Objectif spécifique 1

Partenaire 1			
Nom complet et abréviation :	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	03 BP 7044 Ouagadougou 03 – Burkina Faso	22625307039	cabmerh@gmail.com
Personne de contact :	M. DOULKOM Adama Coordonnateur National de l'IGMVSS au Burkina Faso 03 BP 7044 Ouagadougou 03 – Burkina Faso 00 226 25 41 90 82 – 00 226 70 34 44 14		
Outcome	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	OS 1 partenaire institutionnel en charge de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la cogestion du programme en partenariat avec l'APEFE</li> <li>• l'appui opérationnel aux activités du programme sous sa responsabilité en tant qu'acteur institutionnel dont entre autres:               <ul style="list-style-type: none"> <li>o La mise en place des organes de pilotage et de coordination de l'IGMVSS du niveau local au niveau central</li> <li>o La mise en place d'un dispositif de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres</li> <li>o Le renforcement des capacités techniques des cadres et agents du MEEVCC</li> <li>o La mise en œuvre du SPA-IGMVSS au niveau d'une commune (Bourzanga, région du Centre Nord)</li> </ul> </li> </ul>		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Accord de coopération entre l'APEFE et le Burkina Faso du 6 décembre 1994 Janvier 2014 (convention de partenariat PPA 2014-2016)		

Partie prenante 1			
Nom complet et abréviation :	Broederlijk Delen		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Rue des Tanneurs, 165 1000 Bruxelles	0032 2 213 04 44	suzy.serneels@broederlyk delen.be
Personne de contact :	Arianne IIDZENG 10 BP 13 578 Ouagadougou - Burkina Faso + 226 72 47 00 06 - + 226 78 16 50 50		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie de type opérationnel sur la mise en œuvre des activités sur le foncier et la gestion des ressources naturelles dans la commune de Bourzanga (Région du Centre Nord) en collaboration avec Oxfam et Trias Synergie d'information sur le partage de méthodologie, d'outils et d'expériences sur le secteur rural		

Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		Pas encore de collaboration - 2017	
Partie prenante 2			
Nom complet et abréviation :		TRIAS	
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Rue de la loi, 89 1040 Bruxelles	0032 2 548 01 22	sven.tennapel@triasngo.be
Personne de contact :	Eva Dossche – Directrice Régionale Ghana – Burkina Faso Patte d’Oie - secteur 15 / Tél + 226 25 37 51 14 - + 226 64 63 65 69eva.dossche@triasngo.be		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie de type opérationnelle sur la mise en œuvre des activités sur le foncier et la gestion des ressources naturelles dans la commune de Bourzanga (Région du Centre Nord) en collaboration avec Oxfam Belgique et Broederlijk Delen Synergie d’information sur le partage de méthodologie, d’outils et d’expériences sur le secteur rural		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		Pas encore de collaboration- 2017	
Partie prenante 3			
Nom complet et abréviation :		Oxfam	
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Rue des quatre vents, 60 1080 Molenbeek St Jean	00226 78 16 27 27	ksere@oxfamintermon.org
Personne de contact :	SERE Karime Responsable programme moyens d’existence et chaines de valeur - Bureau Oxfam Burkina Faso		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie de type opérationnel sur la mise en œuvre des activités sur le foncier et la gestion des ressources naturelles dans les communes de - Bourzanga (région du Centre Nord) avec Broederlyk delen et TRIAS ; - Mogtédou (région du Plateau Central) avec Solidagro ; - Diabo (région de l’Est) avec Iles de Paix Synergie d’information sur le partage de méthodologie, d’outils et d’expériences sur le secteur rural		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		Pas encore de collaboration - 2017	
Partie prenante 4			
Nom complet et abréviation :		Solidagro	
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Mercatorstraat 81, 9100 Sint-Niklaas	0032 3 777 20 15	infos@olidagro
Personne de contact :	Sarah GOYENS, Représentante Mali et Burkina Faso 01 BP 625 Ouagadougou 01 / Burkina Faso + 226 68 43 13 88 / + 226 71 46 63 99 Sarah.goyens@solidagro.be		

Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie opérationnelle sur la mise en œuvre des activités sur le foncier et la gestion des ressources naturelles dans la commune de Mogtédou (Région du Plateau Central) en collaboration avec Oxfam. Synergie d'information sur le partage de méthodologie, d'outils et d'expériences sur le secteur rural		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		Pas encore de collaboration- 2017	
Partie prenante 5			
Nom complet et abréviation :	Iles de paix		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Rue du marché, 37 4 500 Huy	02 85 23 02 54	isabelle.jardon@ilesdepaix.org
Personne de contact :	TRAORE Abdoulaye, Coordonnateur régional BP 75 Fada N'Gourma / Burkina Faso Tél : + 226 24 77 07 07 / + 226 70 01 95 82 Abdoulaye.traore@bf.ilesdepaix.org		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie de type opérationnel sur la mise en œuvre des activités sur le foncier et la gestion des ressources naturelles dans la commune de Diabo (Région de l'Est) en collaboration avec Oxfam Synergie d'information sur le partage de méthodologie, d'outils et d'expériences sur le secteur rural		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		Pas encore de collaboration-2017	
Partie prenante 6			
Nom complet et abréviation :	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - (sur financement Union Européenne) - Projet Action Contre la Désertification		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Représentation de la FAO 01 BP 2540 Ouagadougou 01 Burkina Faso	00 226 25 30 81 39	Fao-bf@fao.org
Personne de contact :	PODA Damas Coordonnateur National 01 BP 2540 Ouagadougou 01 + 226 25 30 60 57 / + 226 76 68 65 20		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie de type opérationnel et synergie d'information : Le Projet Action Contre la Désertification est un projet régional (Burkina Faso, Ethiopie, Gambie, Niger, Nigeria et Sénégal) financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par la FAO. Le rôle de la FAO sera de fournir les informations pour capitaliser les réalisations du		

	projet ACD au niveau national (zone d'intervention provinces du Soum et du Seno dans la région du Sahel) dans le cadre de l'IGMVSS. Des discussions seront également menées au niveau régional pour la collaboration avec la plateforme de gestion des connaissances qui sera mise en place avec le projet FLEUVE et pouvant être alimentée par le second résultat de l'OS 1		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		APEFE et FAO travaillent en collaboration depuis 2015	
Partie prenante 7			
Nom complet et abréviation :	Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies de Lutte Contre la Désertification (MM-CNULCD) - Union International pour la Conservation de la Nature (UICN) pour le Burkina faso - Projet FLEUVE (Front Local Environnemental pour une Union Verte)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	01 BP 3133 Ouagadougou 01 Burkina Faso	00226 2532 85 06	uicnbf@iucn.org
Personne de contact :	Clarisse HONADIA – Coordinatrice FLEUVE 01 BP 3133 Ouagadougou 01- Burkina Faso Téléphone : +226 70 18 00 44 clarisse.honadia@@uicn.org		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le projet Fleuve est un projet régional (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Tchad) d'appui à l'IGMVSS financé par la commission européenne et mis en œuvre par le Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (MM-CNULCD). La composante du Burkina Faso est mise en œuvre par l'Union International pour la Conservation de la Nature (UICN). Le rôle de l'UICN et du MM-CNULCD sera de fournir les informations pour capitaliser les réalisations du projet FLEUVE au niveau national (commune de Dori, région du Sahel). Des discussions seront également menées au niveau régional pour la collaboration avec la plateforme de gestion des connaissances qui sera mise en place avec le projet ACD et pouvant être alimentée par le second résultat de l'OS		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		2015	
Partie prenante 8			
Nom complet et abréviation :	SPONG/ReSaD		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	01 BP 131 Ouagadougou 01 Burkina Faso	00226 25 47 35 66	spong.ouaga@yahoo.fr spong.ouaga@gmail.com
Personne de contact :	Pierre Omer OUEDRAOGO – Point focal ReSad (Reseau Sahel Désertification) 01 BP 131 Ouagadougou 01 - Burkina Faso Téléphone : +226 70 75 72 00 omer_ouedraogo@yahoo.fr		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le SPONG a pour rôle de partager des informations dans le cadre de la mise en œuvre du projet FLEUVE au niveau national et au niveau régional dont le SPONG Resad est partie prenante. Par ailleurs, le SPONG est un membre du Comité de pilotage du programme IGMVSS actuel.		

Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	APEFE et SPONG travaillent en collaboration depuis 2015		
Partie prenante 9			
Nom complet et abréviation :	Association Tiipaalga		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	06 BP 9736 Ouagadougou 06 Burkina Faso	226 25 36 45 01	contact@tiipaalga
Personne de contact :	Alain TRAORE– Coordonnateur National 06 BP 9736 Ouagadougou 06 - Burkina Faso Téléphone : +226 76 60 94 79 alain.traore@tiipaalga.org		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie d’information pour capitaliser les actions de tiipaalga dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet dans les régions du Centre Nord, du Plateau Central et du Sahel. Une synergie opérationnelle dans la commune de Bourzanga (région du Centre Nord) pourrait être initiée après établissement de la situation de référence et planification des activités.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2015		
Partie prenante 10			
Nom complet et abréviation :	Banque Mondiale Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT, phase 3) et Projet SAWAP (Sahel and West African Program), Ministère de l’Agriculture et des Aménagements Hydrauliques		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	01 BP 1487 Ouagadougou 01 Burkina Faso	00226 25 32 47 53/54	info@pngtbf.org
Personne de contact :	Dominique ZONGO – Chargé de Suivi Evaluation 01 BP 1487 Ouagadougou 01 - Burkina Faso Téléphone : +226 70 23 03 36 zongo_dominique@@yahoo .fr		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le PNGT intervient dans toutes les 13 régions du Burkina, en appui aux communes à travers les Plans Communaux de Développement (PCD) Le Projet SAWAP en appui à l’IGMVSS, une composante du PNGT, intervient en matière de Gestion durable des terres et des forêts. Synergie d’information pour capitaliser les actions du PNGT et SAWAP dans le cadre de la mise en œuvre de leur programme dans les régions d’interventions de l’IGMVSS. Le PNGT aura pour rôle d’apporter les informations permettant la capitalisation des actions du PNGT et du SAWAP dans le cadre de la mise en œuvre de leur programme dans la zone d’intervention de l’IGMVSS.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Collaboration depuis 2015		

Partie prenante 11			
Nom complet et abréviation :	Commission de l'Union Africaine - CUA Département d'Economie Rurale et de l'Agriculture		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	PO Box 3243 Addis Ababa Ethiopie	00251 115 517 700	http://www.africa-union.org
Personne de contact :	Elvis Paul TANGEM – Coordinateur IGMVSS Commission de l'UA Addis Ababa – Ethiopie + 251 936 542 733 elvispault@africa-union.org		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	La Commission de l'Union Africaine a été mandatée par le Sommet de l'Union Africaine en 2007 pour coordonner, faciliter, et superviser la mise en œuvre et le suivi de l'IGMVSS, de même que pour appuyer et coordonner la mobilisation des ressources pour sa mise en œuvre effective. Une coordination de l'IGMVSS a été mise en place au sein du Département d'Economie Rurale et d'Agriculture de la CUA. La CUA aura pour rôle de fournir des informations sur : les orientations stratégiques de l'IGMVSS au niveau continental et les possibilités de mobilisation des fonds		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Collaboration depuis 2015		
Partie prenante 12			
Nom complet et abréviation :	Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte - APMGV		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Lot 414 ilot C Nouakchott République Islamique de Mauritanie	00222 45 25 56 88	http://www.grandemurailleverte.org
Personne de contact :	Prof Abdoulaye DIA – Secrétaire exécutif BP 5059 - Nouakchott – République Islamique de Mauritanie + 222 45 25 56 88		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Synergie d'information : L'APGMV, organisation intergouvernementale à statut juridique international a été créée par les Chefs d'État et de Gouvernement des États membres, Burkina Faso, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Soudan, Tchad sous l'égide de l'Union Africaine par Convention internationale signée à N'Djamena (Tchad), le 17 juin 2010 et enregistrée aux Nations Unies le 29 mai 2015 .L'APGMV doit rendre compte aux conseils des chefs d'états de l'avancée de la mise en œuvre de l'IGMVSS. L'APGMV aura pour rôle d'informer sur : l'état de mise en œuvre de l'IGMVSS au niveau continental, les appuis techniques qu'elle peut apporter aux pays membres et les possibilités de mobilisation des fonds.		

Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Collaboration depuis 2015		
Partie prenante 13			
Nom complet et abréviation :	SOS Sahel International France – SOS SAHEL		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue Jeanne, 2 92604 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex France	0033 1 46 88 93 70	http://www.grandemurailleverte.org
Personne de contact :	Rémi HEMERYCK – Délégué général SOS International France Avenue Jeanne, 2 - 92604 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex – France 00 33 1 46 88 93 71 remi.hemeryck@sossahel.org		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	SOS Sahel International France vient de signer un accord de partenariat avec le MEEVCC pour apporter son expertise dans la mise en œuvre de l’IGMVSS en matière de : filière gomme arabique, décentralisation, mobilisation de fonds et reboisement. Le rôle de SOS Sahel sera d’informer sur ses activités en faveur de la mise en œuvre de l’IGMVSS au Burkina Faso.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Pas de collaboration actuelle - 2017		
Partie prenante 14			
Nom complet et abréviation :	Centre National des Semences Forestières - CNSF		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	01 BP 2682 Ouagadougou 01 Burkina Faso	00226 25 35 80 13	info@cnsf.bf cnsf@fasonet.bf
Personne de contact :	Christiane YAMEOGO – Directeur Général par intérim 01 BP 2682 Ouagadougou 01 - Burkina Faso Tél. : + 226 25 35 80 13		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le Centre National de Semences Forestières (CNSF) est un établissement Public à caractère Scientifique du MEEVCC qui évolue dans le domaine de la recherche – développement en matière de ressources génétiques forestières en général et des semences forestières en particulier. Il sera amené à jouer un rôle important dans la prochaine phase de l’intervention dans la mise en place du Conseil Scientifique et Technique		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Collaboration 2005		
Partie prenante 15			
Nom complet et abréviation :	Département Environnement et Forêt de l’Institut de l’Environnement et Recherches Agricoles – DEF/INERA		

Coordonnées :	Adresse : 04 BP 8645 Ouagadougou 04 Burkina Faso	Téléphone : 00226 25 34 02 70	E-mail : Inera.direction@fasonet.bf
Personne de contact :	Louis SAWADOGO– Chercheur 04 BP 8645 Ouagadougou 04 - Burkina Faso Tél. : + 226 70 32 32 58 E-mail : sawadogo_ls@hotmail.com		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS 1 : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le Département Environnement et Forêts (DEF) est un département de l'INERA spécialisé dans la recherche scientifique en matière d'agroforesterie et d'amélioration des ligneux, de ressources fauniques et halieutiques, de valorisation des ressources forestières et d'aménagement et suivi des écosystèmes. Il sera amené à jouer un rôle important dans la prochaine phase de l'intervention dans la mise en place du Conseil Scientifique et Technique		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2015		

## 2.2. Objectif spécifique 2

Partenaire 2			
Nom complet et abréviation :	Ministère de la Santé (MS)		
Coordonnées :	Adresse : 03 BP 7009 Building Lamizana Ouagadougou 03	Téléphone : 22670268733	E-mail : florzibata@gmail.com
Personne de contact :	Mme Florence Benao – Ziba – Coordinatrice de programme BF0S2		
Outcome	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Partenaire institutionnel en charge de : <ul style="list-style-type: none"> <li>la cogestion du programme en partenariat avec l'APEFE</li> <li>l'appui opérationnel aux activités du programme sous sa responsabilité en tant qu'acteur institutionnel (cf. chronogramme) dont entre autres: <ul style="list-style-type: none"> <li>la tutelle du Centre National de Référence en Médecine Physique et Réadaptation à construire sur le site de Tenkodogo à Ouagadougou et celle du SMPR à équiper au sein du CHR de Tenkodogo</li> <li>la tutelle de la future Ecole Supérieure de Kinésithérapie (ESK) au sein de l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP) de Ouagadougou</li> <li>la mise en place et l'opérationnalisation du SDMPR au sein de l'administration du MS</li> </ul> </li> </ul>		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Accord de coopération entre l'APEFE et le Burkina Faso du 6 décembre 1994 Janvier 2014 (convention de partenariat PPA 2014-2016)		

Partie prenante 16			
Nom complet et abréviation :	Handicap International Fédération (HIF)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Rue Boar Ganga 13/41 BP 541 Ouagadougou 10	00226 25 36 28 71	dp@hif-burkinaniger.org
Personne de contact :	Clément Bagnoa – Coordonnateur des projets santé - Réadaptation Adresse postale : BP 541 Ouagadougou 10 - Téléphone : +226 75 64 30 78 E-mail : coordo-santeread.burkina@hi-burkinaniger.org		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	HIF est une organisation expérimentée dans le domaine de la réadaptation dans les pays du sud. L'APEFE travaille en synergie avec HIF sur les programmes réadaptation du Burundi et du Bénin. HIF a participé aux côtés de l'APEFE à l'élaboration du PSDRSS 2016-2020 HIF appuie déjà des activités du PSDRSS complémentaires à celles de l'APEFE et qui contribuent à l'OS2 Synergie de type opérationnel (sur le résultat 1 et 3 de l'OS2): HIF et APEFE travaillent à la mise en œuvre du PSDRSS 2016-2020, leurs programmes MPR au Burkina ont dès lors des résultats et activités similaires. -Renforcement institutionnel du MS pour la gouvernance du domaine de la réadaptation (R1 – APEFE) -Appui au développement de capacité de soins en MPR au CHR de Tenkodogo (R3 – APEFE)		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Depuis le début du PPA 2014-2016 (mais sans convention formelle)		
Partie prenante 17 et 18			
Nom complet et abréviation :	Louvain Développement - LD et Solidarité Socialiste - SOLSOC (via l'ONG Burkinabée « Association Songui Manégré/Aide au développement Endogène» - ASMADE)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	09 BP 903 Ouagadougou 09	00257 70 24 65 19	juliette@ongasmade.com pvanderhulst@louvaincooperation.org PCrevecoeur@solsoc.be
Personne de contact :	Juliette Compaore – Secrétaire exécutive ONG ASMADE Patrick Vanderhulst – Responsable Burkina Faso - Louvain Coopération Perrine Crèvecoeur – Responsable Burkina Faso –Solidarité Socialiste		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	LD et SOLSOC travaillent depuis longtemps sur la mise en place de mutuelles de santé en Afrique. Leur partenaire au Burkina Faso (ONG ASMADE) souhaite expérimenter l'ajout des soins de réadaptation aux prestations de leurs mutuelles. Or l'APEFE recherche dans tous ses programmes à promouvoir l'amélioration de l'accès financier aux soins de réadaptation. Ce serait la première fois qu'une expérience de prise en charge de soins de réadaptation par des mutuelles de santé serait tentée en Afrique subsaharienne.		

	Synergie de type opérationnel (Sur résultat 3 de l'OS2) Louvain Développement et Solidarité Socialiste et l'APEFE vont collaborer à l'appui au développement de l'accessibilité financière pour les soins de réadaptation par l'intégration expérimentale de séances de kiné et consultation MPR dans les prestations des mutuelles de santé au CHR de Tenkodogo et au CNRMPR de Ouagadougou		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Pas encore de collaboration-2017		
Partie prenante 19			
Nom complet et abréviation :	Croix Rouge de Belgique (CRB)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue de la croix Rouge Rue 14.43 01 BP 4404 Ouaga 01	00226 50 36 99 59	michel.savel@croix-rouge.be
Personne de contact :	Michel Savel – Représentant de la CRB au Burkina		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	<p>La CRB développe un réseau de soins de santé communautaires dans 50 villages de la région des cascades (extrême Sud-Ouest du Burkina) Les 150 volontaire qui sont formés et suivis par le CRB pourraient être formés à identifier donner de l'information et/ou référer précocement des affections handicapantes les plus courantes vers les centres disponibles La CRB a développé un système électronique de transmission des informations en temps réel via des questionnaires installés sur des smartphones (Système RAMP – Rapid Mobile Phone-Based)</p> <p>Synergie de type opérationnel (Sur résultat 1 de l'OS2) L'APEFE et la CRB vont collaborer afin de mieux prendre en compte les besoins en médecine physique et réadaptation dans les villages ciblés par l'intervention de la CRB. Une enquête va tout d'abord être menée afin d'avoir une image plus fine des besoins dans la zone. L'APEFE et son partenaire, le Ministère de la Santé (et/ou ses services déconcentrés) élaboreront un questionnaire qui sera administré par les volontaires Croix-Rouge au travers des nouvelles technologies et de la méthodologie RAMP (Rapid assessment by mobile phone) développées par la Fédération de la Croix-Rouge. Cette enquête permettra de mieux connaître les besoins en matière de médecine physique et de réadaptation dans la zone d'intervention de la Croix-Rouge et permettra de préciser le type de sensibilisation et d'information à diffuser au travers des volontaires. Les résultats seront analysés conjointement et en impliquant le Ministère de la santé (et ses services déconcentrés). Une quinzaine de villages seront alors sélectionnés afin de développer l'approche de réadaptation à base communautaire (RBC). Les volontaires communautaires Croix-Rouge seront formés par l'APEFE aux techniques de prise en charge et sensibiliseront à leur tour les membres de leur communauté qui y sont confrontés. Enfin, l'APEFE et la CR élaboreront et diffuseront un support de sensibilisation au sujet des principales affections handicapantes et des solutions simples qui peuvent être mises en œuvre sur le terrain.</p>		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	Pas encore de collaboration-2017		

Partie prenante 20			
Nom complet et abréviation :	Université Catholique de Louvain – Faculté des Sciences de la Motricité UCL/FSM		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	1 place de Coubertin 1348 Louvain la Neuve	0032 478 27 82 33	Jean-louis.thonnard@uclouvain.be
Personne de contact :	Prof. Jean Louis Thonnard - Faculté des Sciences de la Motricité de l'UCL		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	L'Université Catholique de Louvain et APEFE vont collaborer pour préparer les conditions de lancement de la formation initiale des Kinésithérapeutes et de création de l'Ecole Supérieure de Kinésithérapie (ESK), et ce afin d'assurer le développement de la MPR au Burkina Faso. L'UCL appuiera l'APEFE et son partenaire pour la formation des futurs enseignants à l'ESK, la création de l'Ecole : expertise pour le pilotage et la gestion de l'établissement, l'élaboration des curricula de formation.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	1991 - L'UCL appuie le programme « B4 » (programmes de réadaptation similaires du Bénin-Burundi – Burkina Faso avec l'appui de la Belgique) depuis ses début au Bénin en 1991		
Partie prenante 21			
Nom complet et abréviation :	Ecole Supérieure de Kinésithérapie de la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou ESK/FSM		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	01 BP 188 Cotonou – Rép du Bénin	00229 97 58 89 26	kpadonou.toussaint@yahoo.fr
Personne de contact :	Prof. Toussaint KPADONOU - Faculté des Sciences de la Motricité de l'UCL 01 BP 188 Cotonou – Rép. du Bénin Téléphone : +229 97 58 89 26 E-mail: kpadonou.toussaint@yahoo.fr		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo		
Budget par Outcome :	0		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	L'Ecole Supérieure de Kinésithérapie du Bénin et APEFE vont collaborer pour l'appui à la mise en place du CNRMPP et de l'Ecole Supérieure de kinésithérapie de Ouagadougou par la formation de kinésithérapeutes au niveau licence à l'ESK de Cotonou.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	L'ESK forme le noyau de RH (kinésithérapeutes) du programme Burkina depuis 2014 et celui du programme Burundi depuis 2008		

## 3. Théorie du Changement

### 3.1. Sous-secteur de l'Environnement

#### a) Contexte sectoriel

##### ➤ *Facteur politique :*

- Nouvel élan démocratique au Burkina Faso, mais un risque de dégradation de la situation sociopolitique
- Nouveaux transferts de compétences aux collectivités territoriales, mais le processus de décentralisation reste timide
- Situation sécuritaire restant précaire dans le nord du pays

##### ➤ *Facteur économique et social :*

- Pauvreté importante spécialement dans le monde rural et 75 % des populations rurales dépendent des ressources naturelles pour leur survie.
- Limitation des investissements dans le capital terre due aux difficultés d'accès aux facteurs de production, à une faible capacité d'investissement, aux difficultés d'accès au crédit et à l'insécurité foncière. Ces difficultés sont encore plus accentuées au niveau des groupes vulnérables, les femmes et les jeunes ;

##### ➤ *Facteurs environnementaux :*

- Phénomène important de dégradation des terres et d'amplification du phénomène par les changements climatiques ;

##### ➤ *Facteurs technologiques :*

- Existence de nombreuses techniques de GDT, mais ne sont pas souvent pas bien maîtrisées par les bénéficiaires et les services techniques de l'État ni non plus suffisamment diffusées d'où un besoin de capitalisation de Certaines bonnes pratiques des résultats de la recherche scientifique
- Opportunités des nouvelles technologies de l'information non encore suffisamment utilisées.

##### ➤ *Cadre légal :*

- Manque de cohérence dans les nombreuses politiques et stratégie et plans d'actions dans le secteur rural
- Faible capacité des services techniques à mettre en œuvre les politiques, La concertation entre les acteurs reste faible

#### b) Les phases du changement pour la mise en œuvre de l'IGMVSS

L'IGMVSS est une réponse africaine au phénomène de Désertification et de Dégradation des Terres et témoigne d'une volonté politique de lutter contre ces phénomènes. Plus d'une vingtaine de pays africains ont adhéré à cette initiative. Au niveau continental, deux organes de coordination et de pilotage ont été mis en place : une cellule de coordination au niveau de la Commission de l'Union Africaine (CUA) et l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV). L'IGMVSS au Burkina Faso s'inscrit dans une vision de Gestion Durable des Terres, dans une perspective de sécurisation alimentaire, de réduction de la pauvreté et de construction du développement durable et spécifiquement dans **l'Objectif de Développement Durable 15 plus spécifiquement dans la cible 15.3 qui vise à obtenir un monde neutre en matière de dégradation des terres d'ici 2030.**

Le SPA-IGMVSS identifie deux conditions nécessaires à la mise en œuvre et l'amélioration de ces interventions:

- la mise en place d'un cadre organisationnel pour permettre la coordination et la concertation des acteurs, le suivi-évaluation et la mobilisation des fonds pour mettre à l'échelle la GDT au profit des populations de la ZI-IGMVSS ;
- La valorisation et diffusion des résultats scientifiques en matière de GDT, la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques en matière de GDT, la communication en faveur de l'IGMVSS afin de mobiliser l'ensemble des parties prenantes.

#### c) Les leçons apprises

- Existence de fonds disponibles pour la lutte contre la dégradation des terres, mais le MEEVCC n'a pas les capacités suffisantes pour les mobiliser ;
- Les capacités techniques et fonctionnelles des cadres et agents du MEVCC sont insuffisantes et ne permettent pas de jouer pleinement leur rôle d'appui-conseil aux collectivités territoriales et d'encadrement des populations et de leurs groupements en matière de GDT.

- Existence d'un déficit de communication sur l'IGMVSS à l'endroit des décideurs, des PTFS
- Existence de résultats scientifiques et de bonnes pratiques en matière de GDT, mais insuffisamment valorisés ou capitalisés et/ou non diffusés auprès des bénéficiaires ;
- Manque de suivi, de capitalisation, concertation des interventions des acteurs en matière de GDT ;

Au terme de l'intervention de l'APEFE, le MEEVCC aura amélioré ses capacités organisationnelles et ses capacités techniques pour la mise à l'échelle la GDT et la promotion d'Activités Génératrices de Revenus dans la zone d'intervention de l'IGMVSS au profit des ces populations de cette zone.

L'amélioration des capacités organisationnelles du MEEVCC dans le cadre de l'IGMVSS passera par :

- Des organes de coordination, de pilotage et de concertation qui soient fonctionnels du niveau central au niveau local ;
- Des cadres et agents du MEEVCC qui ont amélioré leurs capacités organisationnelles ;
- Un système de suivi-évaluation axé sur le genre qui fournit des informations pertinentes aux différentes parties prenantes de l'IGMVSS ;
- Des fonds additionnels qui seront mobilisés pour mettre à l'échelle la GDT au profit des populations de la ZI-IGMVSS .

L'amélioration des capacités techniques passera par :

- La mise en place d'un mécanisme permettant l'identification de thèmes de recherche sur la GDT, la valorisation de recherches scientifiques sur la GDT et la capitalisation de bonnes pratiques de GDT ;
- Un mécanisme de communication permettant la diffusion des bonnes pratiques de GDT (y compris vers d'autres pays prenant part à l'IGMVSS) et de communication institutionnelle pour fédérer les parties prenantes autour de l'IGMVSS ;
- Le renforcement des compétences techniques et fonctionnelles des cadres et agents du MEEVCC alimenté également par la valorisation des résultats de la recherche et la capitalisation des bonnes pratiques et appuyé par la communication au développement.

#### d) Principales Interventions de l'APEFE dans le processus de changement

L'intervention de l'APEFE s'intègre dans la mise en œuvre du SPA/IGMVSS:

**Le résultat 1** de l'intervention « Les organes de coordination et de pilotage de l'IGMVSS sont fonctionnels du niveau local au niveau national et prennent en compte le genre » correspond à l'OS4 du SPA IGMVSS.

Il vise à **assurer la concertation** entre les différentes parties prenantes de l'IGMVSS afin d'arriver à développer des synergies et des complémentarités entre les différentes interventions pour augmenter l'impact de celles-ci. Cette concertation se fera aux différents niveaux national, régional et communal. Différents acteurs seront visés: les représentants des producteurs les collectivités territoriales, les services techniques du développement rural, les projets et programmes, les ONGs, les associations, le secteur privé, les PTFS .

IL vise à assurer la capitalisation, **le suivi évaluation du SPA/IGMVSS** afin de permettre de fournir de l'information aux acteurs afin que ceux-ci puissent prendre des décisions en ayant le maximum d'information. Il s'agit des bénéficiaires ; des collectivités territoriales, de l'APGMV et la CUA ; les décideurs politiques nationaux, des PTFS. Finalement ce résultat aidera à mobiliser des ressources financières additionnelles en faveur de la GDT, des AGR et le traitement des impacts environnementaux dans la zone d'intervention de l'IGMVSS.

**Le résultat 2** de l'intervention « Un dispositif de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques de GDT est opérationnel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS » s'intègre lui dans l'OS 3 du SPA/IGMVSS. Il permet de renforcer l'impact de l'OS1 et de l'OS2 par la valorisation des résultats scientifiques et par la capitalisation de bonnes pratiques. La mise en œuvre de la stratégie de communication permettra la diffusion des bonnes pratiques par différents canaux et à différents publics cibles et d'accompagner la mobilisation des financements en faveur de l'IGMVSS par la communication institutionnelle à l'endroit des décideurs politiques, des PTFS, des sociétés privées, .....

**Le résultat 3** « Les cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central sont performants pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres en prenant en compte le genre » et **le résultat 4** «Le processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est expérimenté au niveau d'une commune pilote en prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention » s'intègrent dans l'OS 1 et 2 du SPA/IGMVSS .

Le résultat 3 doit permettre d'améliorer l'encadrement des producteurs, des groupements des producteurs et des collectivités territoriales par les agents et cadres du MEEVCC. Le renforcement des compétences des agents et cadres du MEEVCC bénéficiera des inputs du résultat 2 (Bonnes pratiques et communication au développement).

Le résultat 4 doit expérimenter la mise en œuvre du le SPA/IGMVSS au niveau local (une commune pilote) pour permettre d'améliorer et d'alimenter les autres résultats de l'intervention.

**Pour obtenir ces changements, il est important de pouvoir s'appuyer sur les hypothèses suivantes :**

- Les acteurs adhèrent au système de suivi évaluation mis en place ;
- La mobilité des cadres et agents du MEEVCC n'est pas trop importante ;
- Les acteurs participent pleinement aux cadres de concertation mis en place ;

#### e) Utilisation de la TOC dans l'exécution, le suivi et le Monitoring de son programme

Cette théorie du changement découle directement de la mise en œuvre de la stratégie et du Plan d'action de l'IGMVSS au Burkina Faso. La révision du SPA-IGMVSS est une des activités du futur programme. Ce sera l'occasion d'étendre cette TOC à l'ensemble de l'IGMVSS en détaillant les parties qui ne sont pas sous le contrôle du programme et de l'utiliser pour le suivi de l'IGMVSS au Burkina Faso.

### 3.2. Sous-secteur la santé - Médecine physique réadaptation (MPR)

La réadaptation est un bon investissement car elle contribue à la lutte contre la pauvreté (ODD1), à la promotion de la santé et du bien-être (ODD3- cible 3.4.) des plus vulnérables et à la réduction des inégalités (ODD10 - cible 10.2.). De plus, la réadaptation ne concerne pas seulement 4 % de personnes en situation de handicap, considérées comme les plus vulnérables en temps de crise ; *la réadaptation concerne l'ensemble de la population* qui est potentiellement bénéficiaire de soins de réadaptation, à l'occasion d'un épisode d'incapacité plus ou moins réversible ( AVC, accident,etc).

#### a) Contexte sous sectoriel « MPR »

Malgré les besoins croissants, le sous-secteur de la réadaptation est longtemps resté embryonnaire au Burkina.

Toutefois, depuis 2011 des progrès notables ont été enregistrés la réadaptation fait dorénavant partie des axes de la stratégie sectorielle santé du Burkina Faso et un premier plan stratégique pluriannuel de développement de de la réadaptation du secteur santé (PSDRSS) a été élaboré et validé (PSDRSS 2016-2020).

Un noyau initial d'une trentaine de professionnels burkinabés de qualité (est en cours de formation à l'extérieur du Burkina Faso (notamment dans le cadre des collaborations SUD-SUD développées avec le Bénin<sup>1</sup> pour accompagner la mise en œuvre du plan. Plus de la moitié des bourses sont financées sur budget national.

La création d'une institution de référence nationale performante (CNRMPR) sur le site du CHU de Ouagadougou est programmée pour être un des catalyseurs du changement et le lieu de stage de la future école de kinésithérapie.

**Ces progrès sont des éléments solides sur lesquels les PTF peuvent continuer à construire (cf. facteurs externes - schéma de TOC)** L'acquisition de ces résultats entre 2014 et 2016 a été favorisée par l'attitude très volontariste du Gouvernement du Burkina Faso qui souhaitait depuis longtemps faire progresser la réadaptation dans son système de santé et est l'initiateur de la stratégie de changement.

#### b) Leçons apprises

Dans ce contexte du Burkina Faso, l'expérience de la phase 2014-2016 montre que le succès de la stratégie de changement est facilité par la volonté des autorités qui facilitent de façon très substantielle a mise en œuvre des activités, l'unité adaptée par les partenaires techniques et financiers (APEFE et HI) aux côtés du MS et la présence d'universités d'appui (UCL, université d'Abomey-Calavi au Bénin).

#### c) Phase du changement pour le secteur de la santé – MPR

##### ➤ *Les piliers du changement*

---

<sup>1</sup> le programme réadaptation soutenu par l'APEFE au Burkina Faso s'intègre dans un programme plus large appelé « Programme B4 » (Bénin - Burundi - Burkina Faso - Belgique). Dans ces 3 pays africains, des programmes similaires sont à diverses étapes du processus de changement (le Bénin est le plus avancé avec un programme démarré en 1991, le Burundi a démarré en 2011). C'est à travers ce programme que se bâtissent l'expérience, le savoir-faire et les réseaux d'échange nord-sud et sud-sud déterminants pour les 3 pays

L'APEFE et ses partenaires s'inspirent du modèle de l'OMS qui approche le système de santé comme un ensemble reposant sur six piliers à savoir : (i) la gouvernance, (ii) les RH, (iii) l'information, (iv) le financement, (v) les infrastructures et équipements, (vi) l'organisation et la gestion de l'offre de service. Par ailleurs, l'APEFE intègre transversalement les thématiques « genre » et « environnement » (cf. piliers du changement - schéma de la TOC). Dans les pays à ressources limitées, le système de réadaptation doit être capable d'apporter une réponse *acceptable* aux besoins en réadaptation d'un *maximum* de personnes handicapées ou en état d'incapacité et cela pour un *coût compatible* avec les moyens que ces pays peuvent y consacrer. Pour y arriver, l'expérience de terrain de l'APEFE et l'essentiel de la littérature scientifique relative à la réadaptation dans les pays en développement montrent que cette approche stratégique doit veiller au *développement équilibré de deux composantes indissociables* :

- une composante de réadaptation « institutionnelle » (effectuée par des professionnels dans des institutions spécialisées),
- combinée à une composante de « réadaptation à base communautaire » (RBC).

Dans cette approche multiniveaux, le travail de réadaptation « quotidien » (entraînements aux activités journalières, scolarisation, formation professionnelle, accès aux activités génératrices de revenus) *est pratiqué le plus possible au domicile même de la PH* (ou dans son environnement proche) par la famille, par l'entourage et par les divers acteurs de la communauté (enseignants, artisans,...), encadrés par des « agents de réadaptation communautaire » formés à cet effet.

Ce travail communautaire « de fond » doit s'articuler *avec un système de référence vers les différentes institutions* (centres de santé, hôpitaux de district, régionaux ou nationaux, centres et services de réadaptation spécialisés) pour les actes techniques qui ne peuvent être effectués au niveau communautaire.

Cela implique de *développer les capacités de formation* des divers « métiers » de la réadaptation (médecins MPR, kinésithérapeutes, orthoprothésistes, ergothérapeutes, orthophonistes, agents techniques RBC).

La mise en œuvre de la stratégie doit être accompagnée et guidée par *le développement et l'exploitation de l'information* sur les bénéficiaires, leurs besoins, les moyens de réadaptation disponibles et à créer, les actes de réadaptation reçus par les bénéficiaires, les résultats enregistrés,...

Dans cette d'approche intégrée ou tout le système de réadaptation doit être construit, *le financement de la réadaptation* dans des états fragiles et en crise comme le Burkina Faso ne peut se faire *qu'en le partageant avec la société civile et le secteur privé*. Les partenariats public-privé sont donc à encourager

La coopération internationale, particulièrement en période de crise, *doit apporter sa contribution pour favoriser ce changement progressif* vers un système intégré et multiniveaux de réadaptation. Cela passe par un appui coordonné et à long terme des partenaires au développement.

#### ➤ *Les phases du changement*

Suivant cette approche, le changement suit les étapes suivantes :

- Démarrer par l'appui à la formulation d'un plan stratégique national de développement de la MPR
- Une fois le plan stratégique validé par tous les acteurs, il faut commencer par bâtir la composante « réadaptation institutionnelle » du système;
- Une fois la phase « institutionnelle » suffisamment avancée, avec un noyau de RH de qualité et suffisamment de centres et services de réadaptation bien organisés, respectant des normes de qualité communes, il faut démarrer la partie « communautaire » du système ;
- Le réseau de services de réadaptation « institutionnels » doit continuer à grandir, en fonction des orientations du plan stratégique régulièrement actualisé,
- Le nombre de localités couvertes par le système RBC doit progressivement s'étoffer, en tenant compte des moyens financiers que les pouvoirs publics et tous leurs partenaires peuvent y consacrer ;
- L'obtention de cette couverture nationale couronne le processus de changement, en offrant *à l'ensemble de la population* qui en a besoin des *opportunités acceptables de réadaptation*, cela pour un *coût compatible* avec les moyens du pays.

Pour obtenir ce changement, il est important de pouvoir s'appuyer sur les *hypothèses suivantes*:

- Les acteurs de la réadaptation (décideurs, prestataires, bénéficiaires et organisations d'appui) doivent rester solidaires de la mise en œuvre de cette stratégie à long terme. Le nombre d'acteurs doit progressivement augmenter pour permettre la mise en œuvre de la stratégie élargie à l'ensemble du pays

- Les pouvoirs publics doivent progressivement assurer leur part du financement du système (le financement d'un système de réadaptation couvrant la majorité des besoins est estimé à 1 % du budget national des états en développement). Les bailleurs doivent accompagner les pouvoirs publics dans ce financement (ex : en soutenant le mécanisme de Financement basé sur la Performance qui est en cours d'introduction au Burkina Faso)
- Les partenariats entre la société civile et les pouvoirs publics doivent se multiplier pour augmenter le financement interne du système (hors appui des partenaires internationaux).

#### d) Spécificité des principaux acteurs de la réadaptation dans le processus de changement (cf. acteurs – schéma de TOC)

**Les Décideurs:** Ministère de la Santé, Ecole Nationale de Santé Publique, Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale, Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation

**Les partenaires techniques et financiers** (APEFE, Handicap international Fédération, Solidarité Socialiste et Louvain développement, Croix Rouge de Belgique, Université Catholique de Louvain et l'Ecole Supérieure de Kinésithérapie (ESK) de la FSS de Cotonou-Bénin)

**Les chevilles ouvrières:** Les structures de soins secondaires et tertiaires, les universités et écoles en charge de la formation des professionnels de la réadaptation, les structures décentralisées de l'État, les associations professionnelles,...

**Les bénéficiaires** (les personnes en situation d'incapacité et/ou de handicap moteur permanent et leurs familles sont au centre du processus de changement, de l'amélioration des capacités physiques et psychologiques de la personne, de l'indépendance de la personne et de son intégration socioprofessionnelle et sont acteurs de plaidoyer pour un environnement adapté à tous.

#### e) Principales Interventions de l'APEFE dans le processus de changement

De 2014 à 2016, l'APEFE a appuyé: l'élaboration et l'actualisation du 1er plan stratégique de développement de la réadaptation (PSDRSS 2016-2020), la formation d'un noyau de 12 kinésithérapeutes au niveau licence au Bénin, la préparation de la création du CNRMMPR sur le site du CHU de Tengandogo à Ouagadougou et des échanges d'expériences de professionnels Burkinabès de la réadaptation avec le Bénin

De 2017 à 2021, l'APEFE se propose d'appuyer :

- le processus de bonne gouvernance du sous-secteur de la réadaptation (élaboration, actualisation, mise en œuvre, suivi-évaluation des plans stratégiques de développement de la réadaptation (R1 - Approches communes 3E - 3F - 3G).
- La création d'un centre national de référence en MPR à Ouagadougou et la création d'un service MPR à au CHR de Tenkodogo (R3 - Approche commune 3B) ;
- L'accès financier aux soins de kinésithérapie et de consultation MPR dans ces deux structure créées, via une expérience de prise en charge de ces soins par les mutuelles de santé (R3 - Approche commune 3A et 3D)
- le développement de normes qualité et le suivi qualité dans les deux centres et services MPR créés (R3 - Approche commune 3F)
- le développement d'un dossier médical informatisé dans les 2 centres et services MPR créés (suivant une expérience identique menée au Burundi avec l'appui de la CTB) et l'intégration des données relatives à l'incapacité et au handicap dans le Système National d'Information Sanitaire (SNIS) (R3 - Approche commune 3F)
- une expérience de réadaptation communautaire par la recherche d'information de terrain sur les besoins en réadaptation dans une région rurale isolée du Sud-Ouest du Burkina Faso (région des cascades) via la technologie RAMP (NTIC) ainsi que par la formation de volontaires de la communauté sur les gestes simples de prévention du handicap et sur le référencement précoce (R1 - Approche commune 3A – 3C)
- la poursuite de la formation d'un noyau de RH de qualité à l'extérieur du Burkina Faso et la préparation de l'école de kinésithérapie (2021) à l'ENSP de Ouagadougou (R1 - Approche commune 3F).

#### f) Utilisation de la TOC dans l'exécution, le suivi et le Monitoring de son programme.

Cette théorie du changement découle directement du PSDRSS 2016-2020. Plans stratégiques de développement élaboré avec l'appui technique de l'APEFE et d'HI et auquel l'APEFE adhère complètement. Cette modélisation devrait donc être une sorte de feuille de route pour une intervention coordonnée des PTF en matière de réadaptation au Burkina Faso. Dans le courant de la première année de l'intervention, cette TOC fera l'objet d'une discussion et harmonisation entre les différents acteurs du sous-secteur.

## IMPACT / SPHÈRE D'INTÉRÊT



## Burkina Faso - Théorie du changement - OS1 - Environnement

La dégradation des terres dans la ZI-IGMVSS est réduite au moyen de bonnes pratiques Gestion Durable des Terres au profit des populations de la zone tout en atténuant les effets des changements climatiques

## OUTCOME / SPHÈRE D'INFLUENCE

La sécurité alimentaire des populations dans la zone prioritaire d'intervention est assurée et leur pauvreté est réduite par la réalisation d'actions multiformes et intégrées de Gestion Durable des Terres et la promotion d'activités génératrices de revenus

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs des autres initiatives humaines affectant la Gestion Durable des Terres sont traités pour améliorer les conditions de vie des populations de la zone d'intervention

Le MEEVCC a amélioré ses capacités organisationnelles et techniques pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques de GDT et la promotion des Activités Génératrices des Revenus au profit des populations de la zone d'intervention de l'IGMVSS.

## SPHÈRE DE CONTRÔLE

### ACTEURS

- Population de la ZI-IGMVSS tirant leurs revenus de la terre et leurs groupements
- Autres Ministère, Collectivités territoriales, MEEVCC, CN-IGMVSS, DREEVCC, CUA, APMG
- APEFE, FAO, UICN, MM-CNULCD, CNSF, DEF/INERA, Projets, ONGs, association intervenant en matière de GDT, PTF

La coordination, la concertation, le suivi-évaluation et la mobilisation des ressources financières en faveur du SPA/IGMVSS est assurée par le MEEVCC au profit des populations de la ZI-IGMVSS

Les organes de pilotage, de concertation et de coordination sont fonctionnels

Les capacités organisationnelles des cadres et agents sont améliorées

Un dispositif de suivi-évaluation axé sur le genre est opérationnel

Des ressources financières additionnelles pour la GTD sont mobilisées

Un mécanisme d'identification, de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques en matière de GDT est opérationnalisé par le MEEVCC au profit des populations de la ZI-IGMVSS

Des thèmes de recherche scientifique sur la GDT sont identifiés

Des résultats scientifiques sur la GDT sont valorisés

Des bonnes pratiques de GDT sont capitalisées

Une communication institutionnelle et pour le développement est mise en place

Les capacités techniques des agents et cadres du MEEVCC sont renforcées pour un meilleur encadrement des producteurs et de leurs groupements et les collectivités territoriales dans la ZI-IGMVSS

Une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote est mis en œuvre prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention

## FACTEURS EXTERNES

Les acteurs intègrent le genre et l'environnement dans leurs politiques et stratégies

+ Transfert de compétences aux collectivités territoriales (environnement)

+ Existence de politiques et stratégie du secteur rural

+ Utilisation des nouvelles technologies

— Croissance démographique

— Insécurité foncière, difficulté d'accès aux facteurs de production (encore plus accentuées chez les femmes), Difficulté d'accès au crédit

— Prise en compte insuffisante des problématiques environnementales dans l'ensemble de ces stratégies politiques

## Burkina Faso - Théorie du changement - OS2 - Santé Réadaptation

### IMPACT / SPHÈRE D'INTÉRÊT

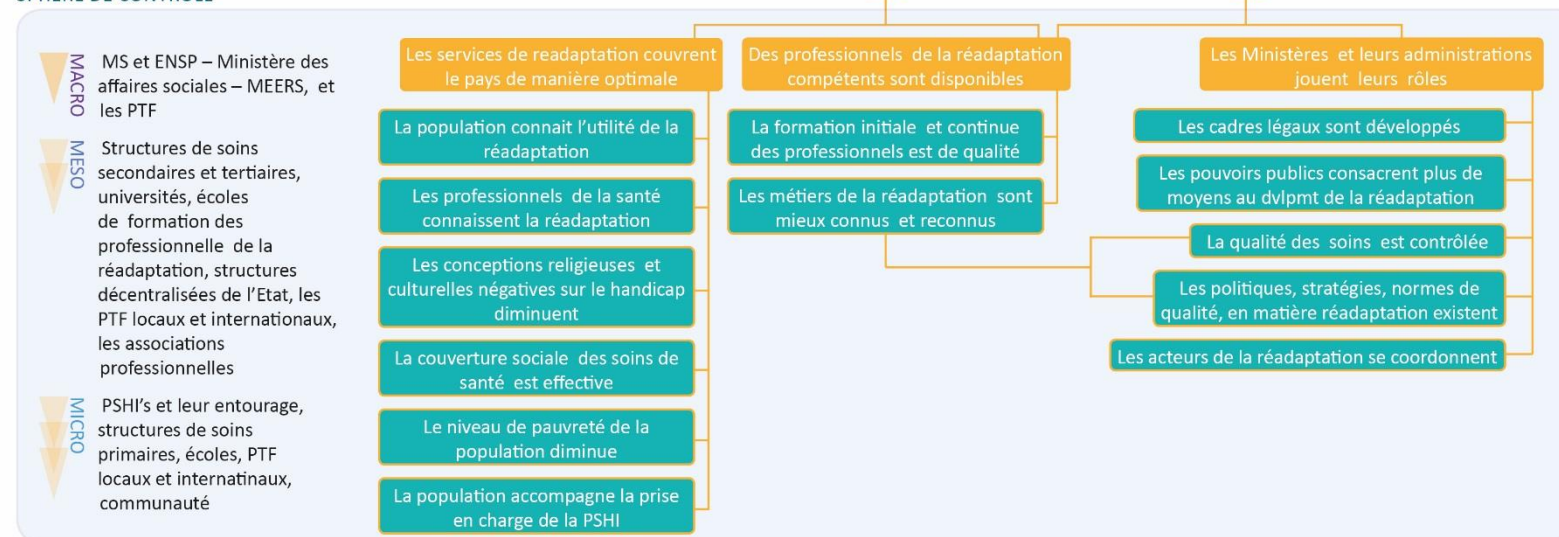


PSHI = Personne en situation de handicap ou d'incapacité \* cf whoqol

### OUTCOME / SPHÈRE D'INFLUENCE

Les PSHI bénéficient de soins de réadaptation de qualité   La population a accès aux soins de réadaptation   Les soins de réadaptation sont de qualité

### SPHÈRE DE CONTRÔLE



### LES PILIERS DU CHANGEMENT DU SECTEUR SANTÉ

Les acteurs intègrent le genre et l'environnement dans leurs politiques et stratégies

Gouvernance   Ressources Humaines   Information   Financements   Infrastructures   Gestion de l'offre

### FACTEURS EXTERNES

Existence de politiques guidant le développement de la Médecine Physique et de la Réadaptation (PNDS, PSRRSS)   Volonté ferme du gouvernement et des PTF à lutter contre le handicap et l'incapacité de manière coordonnée   Noyau d'une trentaine de professionnels burkinabé de qualité en formation à l'extérieur   Création programmée de centres de référence nationaux et région. performants et d'une école de kinésithérapie

#### 4. Analyse des risques associés au Burkina pour les deux Objectifs Spécifiques

Evaluation du risque					Approche du risque (pour les niveaux de risque élevé et extrême)			Suivi du risque	
Source et nature du risque	Probabilité	Conséquence	Niveau	Impact	Traitement	Responsable	Timing	Responsable	Quand
<u>Stratégique</u> : La situation sociopolitique et les changements institutionnels perturbent les activités des programmes	2	3	2	OS1 OS2	- Développer communication sur les enjeux de l'IGMVSS et de la RPM auprès des Ministères et des autorités locales.	CN-IGMVSS, DP RPM, AP APEFE	En permanence	CN-IGMVSS, DP RPM, AP APEFE	En permanence
<u>Opérationnel</u> : Les retards dans les décaissements de fonds (contrepartie nationale) et les procédures comptables provoquent des retards dans les activités	3	3	2	OS1 OS2	- Suivi renforcé des dossiers auprès des Direction de l'administration et des Finances - Appui renforcé des assistants administratifs et du SAF de la CN-IGMVSS.	Assistant administratif, SAF CN-IGMVSS		AP APEFE, ATN et DP	
<u>Opérationnel</u> : Les difficultés de passation des marchés, la défaillance de prestataires provoquent des retards dans les activités	3	3	2	OS1 OS2	- Suivi renforcé des dossiers auprès des Direction des Marchés Publiques - Rigueur dans la sélection des prestataires	Assistant administratif, SAF CN-IGMVSS, DMP des ministères		AP APEFE, ATN et DP	
<u>Stratégique</u> : Dégradation de la situation sécuritaire à cause de la menace terroriste qui pèse sur le Burkina Faso	2	2	2	OS1	- Choix des communes d'intervention en dehors des zones de sécurité classées rouge ; - Demande d'autorisation et suivi des consignes de sécurité avant toute mission proche des zones de sécurité classées rouge.	CN-IGMVSS, AP APEFE		CN-IGMVSS, AP APEFE	
<u>Opérationnel</u> : Faible adhésion concrète aux aspects de synergies et de complémentarité dans le cadre de l'IGMVSS	2	2	2	OS1	- Poursuivre le plaidoyer jusqu'à signature de partenariats formels	MEEVCC, CN-IGMVSS	En permanence	CN-IGMVSS	En permanence
<u>Stratégique</u> : Non prise en compte du genre au niveau du CP et des Cadres de concertation malgré les formations	3	3	2	OS1	- Poursuivre le plaidoyer pour la prise en compte du genre	CN-IGMVSS, ARC	En cas de besoin	CN-IGMVSS	
<u>Stratégique</u> : Non-adoption du statut recherché pour la CN-IGMVSS	3	2	2	R1.1	- Poursuivre le plaidoyer du MEEVCC vers Premier Ministère et Ministère des finances pour avoir soutien politique	MEEVCC, SG MEEVCC, CN-IGMVSS	2017	CN-IGMVSS	Jusqu'à obtention du statut

<u>Opérationnel</u> : Difficulté d'obtenir des informations auprès des intervenants dans le cadre du Suivi-Evaluation de l'IGMVSS	3	4	3	R1.1	- Signature de partenariats avec les intervenants - Plaidoyer auprès des intervenants sur l'importance de la capitalisation des données	CN-IGMVSS, SSE/CN-IGMVSS	En permanence	CN-IGMVSS	En permanence
<u>Opérationnel</u> : Retard dans la signature de l'arrêté de mise en place du Comité Technique et Scientifique	2	2	2	R1.2	Suivi renforcé du dossier la part du MEEVCC et la CN-IGMVSS	SG MEEVCC, CN-IGMVSS	2017	CN-IGMVSS	2017
<u>Stratégique</u> : Mobilité des agents et cadres du MEEVCC limitant l'impact des formations	3	3	2	R1.3	- Application des mesures indiquées dans le plan de formation à ce sujet	CN-IGMVSS, ARC	En permanence	CN-IGMVSS	En permanence
<u>Stratégique</u> : Des problèmes de cohésion au niveau du Conseil Municipal de la commune pilote perturbent la mise en œuvre des activités	2	3	2	R1.4	- Plaidoyer auprès des autorités administratives - Recentrer le travail sur les acteurs à la base (producteurs et leur groupement)	MEEVCC, CN-IGMVSS,	En cas de besoin	CN-IGMVSS	
<u>Opérationnel</u> : Perturbation de la cohésion sociale chez les populations rurales si le genre n'est pas bien introduit	2	2	2	R1.4	- Former les agents sur la prise en compte du genre dans les activités opérationnelles - Sensibiliser populations	CN-IGMVSS	En permanence	CN-IGMVSS	
<u>Stratégique</u> : Insuffisance de PTFs pour appuyer le MS dans ses efforts de développement de la MPR)	3	3	2	R 2.3	- Plaidoyer auprès du MS et auprès des bailleurs de fonds potentiel	MS, DCPD/DGESS, DP, APEFE	Dès le début du PPA 2017-2021	MS, DCPD/DGESS ATN, AP, RGEO	En permanence
<u>Opérationnel</u> : Manque de fréquentation du CNRMMPR due à son éloignement du centre-ville et à son implantation à l'extérieur de la clôture du CHU de Tengandogo pouvant menacer sa pérennité	3	3	2	R 2.2	- La création d'autres établissements publics de santé sur le site où sera implanté le CNRMMPR (derrière le CHU de Tengandogo) doit compenser l'isolement du CHU. - Passer des accords de partenariat entre le CNRMMPR et des EPS accueillant des patients (	EPS, DP, ATN,	Dès la création du CNRMMPR	DP ATN	
<u>Opérationnel</u> : Echec d'étudiants en master kiné à l'UCL et en licence kiné à Cotonou qui entrainerait un manque d'enseignants à l'ESK et de kinésithérapeutes pour le CNRMMPR	4	3	3	R 2.3	- Financement de 4 autres candidats en master à l'ESK de Cotonou à partir de 2020 ; Relèvement du niveau de sélection initiale (Bac à 12/20) pour imiter les risques d'échec pour étudiants en licence à Cotonou. - Meilleur suivi des étudiants	DP, DRH MS	Dès le début du PPA	DP, ATN	

## 5. Prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC

- *Concrétiser les synergies et complémentarités (qui feront l'objet d'un suivi via le trajet d'apprentissage collectif).*

L'APEFE a veillé à développer des collaborations avec les autres ACNG actives dans les mêmes sous-secteurs. Dans le cadre du Programme 2017-2021, ces collaborations seront formalisées par une convention de collaboration pour les synergies de type organisationnel ou opérationnel.

- *Prendre en compte les thèmes transversaux genre et environnement dans toutes les interventions et mettre en évidence les appuis en matière de Digitalisation*

**Le thème transversal genre** a été traité par des experts pour les 2 OS. Ils ont participé à la revue des dossiers de planification des deux programmes pour y apporter leurs inputs. Ces experts ont pu proposer l'introduction d'une série d'indicateurs sexo-spécifiques dans les cadres logiques des deux OS. **Au niveau de l'OS1**, la prise en compte du genre s'intègre dans la priorité 1 de la « note stratégie Genre ». Des formations sur le genre seront faites à l'endroit des membres de ces organes. D'autre part, le programme intègre également la priorité 3 « la sécurité alimentaire, accès aux ressources naturelles, empowerment économique » à travers la formation des femmes pour les transformations des PFNL, le développement des AGR, par la mobilisation des ressources pour les activités liées spécifiquement aux activités destinées aux femmes et l'accès au foncier en synergie avec Oxfam. **Au niveau de l'OS 2**, différentes activités ont été proposées pour mieux prendre en compte le genre dans le cadre de l'IGMVSS. Ces activités s'insèrent dans la priorité 1 de la « note stratégie Genre » de la DGD « Éducation et la prise de décision » et la priorité 2 « La santé et les droits sexuels et reproductifs ». Elle veillera à renforcer les capacités des acteurs clés en genre et l'APEFE appuiera son partenaire dans l'élaboration des indicateurs « genre » du manuel de normes qualité des centres de MPR qui s'intégreront au processus de suivi-évaluation. Enfin, les curricula de formation intégreront le genre puisqu'ils prendront en compte les besoins spécifiques des femmes (Kinésithérapie pré-post natale).

**Pour le thème transversal environnement** : un expert a été sollicité pour l'OS2 (cet OS est classé en catégorie C avec incidence environnementale faible ou nulle). Les travaux de construction du CNRMMPR ne sont pas soumis à une étude d'impact environnemental et social car se faisant à l'intérieur d'un hôpital. Néanmoins un plan d'atténuation des impacts environnementaux a été élaboré et sera mis en œuvre. Par ailleurs, la prise en compte de questions environnementales dans le cursus de l'ESK sera également effective lors de l'élaboration des curricula de formation. Enfin, il n'existe pas au sein du ministère de stratégies opérationnelles spécifiques permettant la prise en compte de façon transversale de l'environnement et du changement climatique dans le secteur de la santé. Par conséquent, des indicateurs « environnementaux » seront pris en compte lors de l'élaboration des normes qualité des centres de MPR et s'intégreront au processus de suivi-évaluation.

**Pour le thème transversal digitalisation**, l'APEFE a mis en évidence son appui à cette thématique dans ses deux objectifs spécifiques :

**Au niveau de l'OS1, une stratégie de digitalisation** sera élaborée afin d'identifier quelles sont les technologies pouvant apporter un plus dans la mise en œuvre de l'IGMVSS. La géomatique sera fortement utilisée dans le suivi-évaluation (images satellitaires, géo référencement des réalisations) ainsi que la digitalisation de différents documents et films de vulgarisation existant au niveau de la direction des forêts.

**Au niveau de l'OS2, un dossier médical informatisé (DMI) des patients** sera opérationnalisé pour le CNRMMPR et le SMMPR de Tenkodogo. D'autre part, l'APEFE en collaboration avec la CRB réalisera une enquête pour mieux prendre en compte les besoins en Médecine Physique et Réadaptation dans les villages ciblés par la CRB. Cette enquête utilisera la méthodologie RAMP (Rapid Assessment by Mobile Phone) développée par la CRB.

- *Faire le lien avec le CSC Travail Décent*

APEFE échangera avec les organisations du CSC Travail Décent ou leurs représentants au sein du Forum des acteurs Belges utilisant celui-ci comme forum ouvert pour le partage de connaissances et d'expériences entre les OSC/AI belges et la Coopération Belge.

- *Tenir compte de l'expérience et des leçons apprises dans les phases antérieures du programme*

Voir point de la théorie du changement.

## 6. OS1 / Environnement

### 6.1. Fiche OS1

Objectif spécifique en français		OS1: La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d’une commune pilote pour mettre à l’échelle la GDT et en prenant en compte le genre	
Objectif spécifique en néerlandais		OS1: De uitvoering van de SPA /IGMVSS in Burkina Faso is verbeterd door het versterken van de organisatorische en technische capaciteiten van het MEEVCC en via een toetsing van het implementatieproces van de SPA/IGMVSS op het niveau van een pilotgemeente om de GDT op te schalen, rekening houdend met gender	
Pays :	BURKINA FASO		couvert pas le CSC Burkina Faso
Province(s) / État(s) ciblé(s):		Localité	
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Ministère de l’Environnement, de l’Economie Verte et du Changement Climatique	Ouagadougou, Régions du centre Nord, de l’Est, du Plateau central et du Sahel	
	Wallonie Bruxelles International	Ouagadougou, Régions du centre Nord, de l’Est, du Plateau central et du Sahel	
	Broederlijk Delen (BD), TRIAS	Bourzanga (Centre Nord)	
	Oxfam	Bourzanga (Centre Nord), Mogtédou (Plateau central), Diabo (Région de l’Est)	
	Solidagro	Mogtédou (Plateau central)	
	Iles de Paix	Diabo (Région de l’Est)	
	FAO, SOS Sahel, CNSF, DEF INERA	Province du Seno et du Soum (région du Sahel + niveau régional)	
	MM-CNULCD/UICN ;SPONG/Resad	Commune de Dori + niveau régional	
	Association tiipaalgaa	Région Sahel, du centre Nord et du Plateau central	
	Banque Mondial	National	
	CUA, APGMV	International	
Groupe-cible	Ministère de l’Environnement, de l’Economie verte et du Changement Climatique ; Coordination Nationale de l’Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel ; Directions Régionales de l’Environnement, de l’Economie verte et du Changement Climatique du Centre Nord, de l’Est, du Plateau Central et du Sahel ; Les habitants de la commune de Bourzanga : 47 751 habitants ; Les groupements de producteurs de Bourzanga ; Services Départementaux de la commune de Bourzanga du MEEVCC, du Ministère de l’Agriculture et des Aménagements Hydrauliques et du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques.		
Bénéficiaires :	Populations de la zone d’intervention (Région du Centre Nord, de l’Est) tirant leur revenu des Ressources Naturelles qui tirent leur revenu des Ressources Naturelles : <b>4 105 560 personnes</b>		
Secteur principal :		Protection de l’environnement, général (410)	
Coûts opérationnels de l’OS :		2 396 815 EUROS	
Markers :			
	Environnement	2	
	RIO : désertification	2	
	RIO : biodiversité	2	
	RIO : CC adaptation	2	
	RIO : CC mitigation	2	
	Genre	1	
	Bonne Gouvernance	1	
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0	
	HIV/Aids	0	
	Droits des enfants	0	
	Trade development	0	

## 6.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 1

		Baseline	An1	An2	An 3	An 4	An 5	Sources de vérification
Cible stratégique 3 du CSC Burkina Faso	CS1 : Promouvoir avec la participation des femmes et des jeunes un secteur agricole performant, durable et basé sur l'agriculture familiale au sein d'une économie rurale inclusive et assurer la sécurité alimentaire							
	CS2 : Promouvoir les dynamiques émergentes, notamment celles intégrant la participation des femmes et des jeunes, pour une prise en compte des questions environnementales et la gestion des ressources naturelles par les organisations communautaires, les autorités décentralisées et les pouvoirs publics							
	CS5 : Améliorer les capacités de maîtrise concertée du territoire pour un accès adéquat de la population, et en particulier des femmes, à la citoyenneté et aux biens et services publics en particulier de proximité							
Objectif Spécifique 1 : La mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (SPA/IGMVSS) au Burkina Faso est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres (GDT) et en prenant en compte le genre								
H1.1 : La situation sociopolitique est stable et ne provoque pas de changements institutionnels								
H 1.2 : la situation sécuritaire liée à la menace terroriste qui pèse sur le Burkina Faso ne se dégrade pas								
H 1.3 : L'ensemble des parties prenantes de l'IGMVSS collabore et s'accorde pour la mise en œuvre d'actions en synergie et en complémentarité								
H 1.4 : Les acteurs de l'IGMVSS adhèrent et prennent en compte le genre au niveau du Comité de Pilotage et des Cadres de concertation								
IOV 1.1 : Au terme de l'année 2021, 100 % des indicateurs de performance relatifs au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'IGMVSS au Burkina Faso sont atteints		0%	40%	80%	100%	100%	100%	Rapport annuel de l'IGMVSS au Burkina Faso
IOV.1.2 : Au terme de l'année 2021, le volume de financement annuel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso a doublé par rapport à 2017 et les budgets genre sont désagrégés		830.000 €	120 % Budget genre non désagrégé	140 % Budget genre désagrégé	160 % Budget genre désagrégé	180 % Budget genre désagrégé	200 % Budget genre désagrégé	Rapport annuel de l'IGMVSS au Burkina Faso
IOV 1.3 : Au terme de l'année 2021, 100 cadres et agents du MEEVCC ont amélioré leurs compétences techniques et organisationnelles pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS		0	20	40	60	80	100	Base de données sur les formations
IOV 1.4 : Au terme de l'année 2021, au moins 06 bonnes pratiques de mise en œuvre du SPA/IGMVSS sont capitalisées dans la commune pilote et diffusées		0	0	0	4	5	6	Documents de bonnes pratiques
Résultat 1.1 : Les organes de coordination et de pilotage de l'IGMVSS sont fonctionnels du niveau local au niveau national et prennent en compte le genre								

H 1.1.1 : Les textes des Établissements Publics de l'État permettent l'adoption du statut recherché pour la CN-IGMVSS							
H 1.1.2 : Les acteurs clés participent pleinement à l'opérationnalisation du dispositif de suivi-évaluation de l'IGMVSS							
IOV 1.1.1 : Au terme de l'année 2021, la coordination nationale de l'IGMVSS au Burkina Faso a signé au moins 6 conventions et/ou protocoles d'accord pour la mise en œuvre du SPA-IGMVSS au Burkina Faso	2	2	3	4	5	6	Rapport d'activités de la CN-IGMVSS
IOV 1.1.2 : Au terme de l'année 2021, au moins 100 % des sessions du comité de pilotage, des cadres de concertations régionaux, et de 10 CCCo de l'IGMVSS sont tenues	0%	25%	50%	75%	100%	100%	Rapports des sessions du CP et des cadres de concertations
IOV 1.1.3 : Au terme de l'année 2021, au moins 50 % des organes de coordination, de pilotage et de concertation de l'IGMVSS ont une représentation des femmes à hauteur d'au moins 30 %	0%	0%	25%	25%	25%	50%	Compte rendu des sessions des organes
IOV 1.1.4 : Au terme de l'année 2021, au moins 100 % d'indicateurs du système de suivi-évaluation sont renseignés dans le cadre de la mise en œuvre du SPA-IGMVSS dont au moins cinq (05) indicateurs genre sensibles	0%	25%	50%	50%	75%	100%	Rapport annuel de l'IGMVSS au Burkina Faso
	0	0	2	2	5	5	Rapport annuel de l'IGMVSS au Burkina Faso
<b>Résultat 1.2 : Un dispositif de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques de GDT est opérationnel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS</b>							
H1.2.1 : La mise en place du Comité Technique et Scientifique ne connaît pas de retard							
IOV 1.2.1 : Au terme de l'année 2021, un comité scientifique et Technique est créé et au moins 100 % des sessions sont tenues	Pas de CST	Le CST est créé	Le CST est créé - 1 session tenue	Le CST est créé - 2 sessions tenues	Le CST est créé - 3 sessions tenues	Le CST est créé - 4 sessions tenues	Arrêté de création du CST, rapports des sessions du CST
IOV 1.2.2 : Au terme de l'année 2021, au moins 5 résultats de la recherche scientifique et des bonnes pratiques en matière de GDT sont valorisés et diffusés	0	0	1	2	4	5	Documents de valorisation
<b>Résultat 1.3 : Les cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central sont performants pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres en prenant en compte le genre</b>							
H 1.3.1 : Le turnover des agents n'est pas trop important pour ne pas mettre en péril l'impact des formations.							
IOV 1.3.1 : Au terme de l'année 2021, 400 cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central ont été formés afin d'améliorer leurs compétences techniques pour mettre à l'échelle la GDT	107	107	200	300	400	400	Base de données formation

IOV 1.3.2 : Au terme de l'année 2021, au moins 90 % des agents et cadres féminins du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central ont été touchés par les formations	0%	0%	30%	60%	90%	90%	Base de données formation
Résultat 1.4 : Le processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est expérimenté au niveau d'une commune pilote en prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention							
H. 1.4.1 : Le conseil Communal de la commune pilote ne connaît pas de problème de cohésion.							
H. 1.4.2 : l'approche genre est bien expliquée et ne provoque pas de perturbation de la cohésion sociale chez les populations rurales							
IOV 1.4.1 : Au terme de l'année 2021, la GDT est pris en compte dans le Plan Communal de Développement et mise en œuvre par la commune pilote avec l'appui des services déconcentrés du MEEVCC.	Pas de situation de référence	1 situation de références établie	1 plan de GDT est élaboré	Le plan de GDT est mis en œuvre à 25 %	Le plan de GDT est mis en œuvre à 50 %	Le plan de GDT est mis en œuvre à 75 %	Situation de référence, Plan GDT dans la commune, rapport d'activités
IOV 1.4.2 : Au terme de l'année 2021, 100 femmes de la commune pilote ont accru leurs revenus grâce à la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux	0			50		100	Enquête spécifique
IOV 1.4.3: Au terme de l'année 2021, 300 ha de terres additionnelles sont mis sous gestion durable avec application de bonnes pratiques agronomiques, agro-forestières, forestières et pastorales dans la commune pilote	0	0	0	200 ha	200 ha	300 ha	Système de suivi évaluation de l'IGMVSS
Conditions préalables :	L'APEFE obtient les subsides de la Direction Générale de la Coopération au développement du Gouvernement Fédéral Belge.						
Typologie des activités							
<p>Pour atteindre l'objectif spécifique, le programme travaillera d'une part à renforcer les capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC pour qu'il ait les capacités de mettre en œuvre et de suivre le plan d'action de l'IGMVSS au Burkina Faso et d'autre part mettra en place une expérimentation du SPA/IGMVSS dans une commune pilote (Commune de Bourzanga, province du Bam, région du centre Nord)</p> <p>Pour le résultat 1 : les activités porteront principalement sur la mise en place et l'animation du comité de pilotage au niveau national et des cadres de concertations au niveau régional (4 régions) et au niveau communal (10 communes), le renforcement des capacités du MEEVCC pour mobiliser des ressources, l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation de l'IGMVSS</p> <p>Pour le résultat 2 : les activités porteront principalement sur la mise en place un Comité Technique et Scientifique au niveau de l'IGMVSS, la valorisation et la diffusion des résultats de la recherche scientifique et les bonnes pratiques en matière de GDT, la mise en œuvre du plan de communication de l'IGMVSS</p> <p>Pour le résultat 3 : les activités porteront sur la mise en œuvre du plan de formation des agents et cadres du MEEVCC dans le cadre de l'IGMVSS ;</p> <p>Pour le résultat 4 : l'élaboration de la situation de référence et la planification des activités au niveau de la commune pilote de Bourzanga (Centre Nord) en synergie avec d'autres acteurs; le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs pour la réalisation des actions de GDT suivant une 'approche décentralisée, la mise en œuvre d'actions multiformes de GDT et la promotion d'activités Génératrices de Revenus en synergie avec d'autres intervenants</p>							

a) T4 – Coûts directs Objectif Spécifique 1

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Bureau local						
Investissement	83.160	130.750	130.610	20.000	0	364.520
Fonctionnement	164.225	217.275	251.625	208.625	200.875	1.042.625
Personnel	92.234	83.334	73.934	64.034	59.134	372.670
2. Siège						
Investissement	0	0	0	0	0	0
Fonctionnement	25.000	16.000	22.500	16.000	22.500	102.000
Personnel	101.000	102.000	103.000	104.000	105.000	515.000
Total CO :						
Investissement	83.160	130.750	130.610	20.000	0	364.520
Fonctionnement	189.225	233.275	274.125	224.625	223.375	1.144.625
Personnel	193.234	185.334	176.934	168.034	164.134	887.670

### 6.3. Motivation au regard des critères du CAD

a) Description de la Pertinence

Au niveau des cibles stratégiques identifiées dans le CSC. Le PRC s'inscrit dans les Cibles Stratégiques Communes 1, 2 et 5 du CSC du Burkina Faso et notamment dans les approches :

- **1A** : augmenter la résilience des populations par une gestion durable des facteurs de production notamment le sol (objectif de l'IGMVSS)
- **1D** : promouvoir la dynamique « chaîne de valeur » notamment au niveau des Produits Forestiers Non Ligneux (R 1.4) ;
- **1E** : renforcer des capacités des acteurs du monde rural en gestion organisationnelle et technique notamment les services techniques en charge de l'environnement (R 1.1 et R1.3)
- **1G** : Développer des espaces de concertation fonctionnels nationaux, régionaux et communaux en matière d'environnement (R1.1) ;
- **2F** : Favoriser la diffusion de pratique de gestion durable des ressources naturelles objet (R 1.2) ;
- **5A** : Renforcer les organes de coordination et concertation au niveau local, régional et national pour une planification et gestion autonome et synergique des enjeux locaux de développement environnemental (R1.1 et R1.4).

L'ensemble du programme au Burkina Faso s'inscrit dans le cadre de la loi relative à la Coopération belge. En effet l'IGMVSS est un partenariat africain, appuyé par la solidarité internationale, pour enrayer et inverser les tendances à la dégradation des terres (eau, sols, végétation) dans les régions sèches d'Afrique L'IGMVSS s'inscrit donc bien dans un développement socio-économique afin d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion et les inégalités en ciblant spécifiquement les régions sèches d'Afrique au Sud du Sahara. Ce développement doit se réaliser par une croissance économique inclusive, équitable et durable. Le programme APEFE vise d'autre part le renforcement des capacités du MEEVCC en matière de développement du niveau local jusqu'au niveau national. Dans le cadre général du résultat 4 du programme, des micro entrepreneurs et spécialement des groupements féminins seront également appuyés notamment sur les filières des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).

Par ailleurs, les interventions de l'APEFE sont en cohérence avec trois notes de la DGD :

« **Environnement dans la coopération belge au développement** ». L'environnement est bien sûr au cœur de l'IGMVSS. Les interventions futures de l'APEFE seront donc un appui direct au secteur de l'environnement notamment dans la gestion durable de l'eau, l'utilisation durable des terres et des sols et la gestion durable des forêts.

« **Note stratégique pour le secteur de l'agriculture et la sécurité alimentaire** » dont l'ensemble des priorités sont visées par l'IGMVSS et spécialement le plan d'action du Burkina Faso : Production agricole, Commercialisation de la

production, Gouvernance du secteur agricole et femmes rurales (Empowerment individuel et collectif des femmes rurales).

« **Note stratégique Genre** » : l'IGMVSS s'intègre bien dans la vision de la « Note stratégique genre ». (Cf recommandation CSC) .

#### b) Description de l'Efficacité.

La stratégie adoptée pour la mise en œuvre de l'IGMVSS au Burkina Faso et par le programme est de limiter le plus possible la création de nouvelles structures de coordination, de nouveaux organes de pilotage et de concertation ou encore d'outils, mais d'utiliser les outils existants :

- **Au niveau de la mise en place des structures de coordination** de l'IGMVSS : seul au niveau central a été mise en place une structure de coordination spécifique pour l'IGMVSS : la Coordination Nationale de l'IGMVSS (CN-IGMVSS). Au niveau déconcentré, les structures du MEEVCC du niveau régional jusqu'au niveau communal (départemental) à savoir les Directions de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DREEVCC) seront utilisées et renforcées pour la mise en œuvre de l'IGMVSS. (Cfr approche 1E du CSC Burkina).
- **Au niveau du pilotage et de la concertation** : Les Cadres de Concertation Régionaux (CCR) et les Cadres de Concertations Communales (CCCo) mis en place dans le Cadre de la Décentralisation seront utilisés et renforcés pour prendre en compte la Gestion Durable des Terres (Cfr approche 5A et 1G du CSC Burkina).
- **Au niveau du système de suivi évaluation**, les indicateurs utilisés sont pour la plupart des indicateurs existants (INSD, ONEDD) et en nombre limité (14 indicateurs). Leurs renseignements pourra donc se faire à moindre coût et permettra de ne pas dupliquer un nouveau système de SE et d'utiliser les structures du MEEVCC en les renforçant. (Cfr approche 1E du CSC Burkina);
- **La capitalisation des résultats existants** : Il existe bon nombre de résultats scientifiques en matière de Gestion Durables des Terres non valorisés et diffusés ainsi que des bonnes pratiques mises en œuvre par des particuliers, des associations et des ONGs qui ne sont pas suffisamment capitalisés et diffusés. Un mécanisme sera mis en place et institutionnalisé dans le cadre du programme pour l'identification de ces bonnes pratiques et la stratégie de digitalisation devra permettre de donner les nouvelles technologies les plus appropriées pour leur diffusion (cfr approche 2F du CSC Burkina) . Au démarrage du programme, une stratégie de digitalisation sera élaborée dans le cadre de l'IGMVSS afin de voir les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies pour renforcer et améliorer les capacités organisationnelles dans la mise en œuvre de l'IGMVSS (**Cfr approche 1E du CSC Burkina**). Cette stratégie sera diffusée auprès des intervenants de l'IGMVSS afin de la prise en compte dans leur intervention. (**Relation activités, résultats et Objectif Spécifiques : Cf la Théorie du Changement**)

#### c) Description de la Durabilité.

##### ➤ *Impact de l'intervention :*

Les bénéficiaires sont les populations de la zone d'intervention de l'IGMVSS tirant leur revenu des ressources naturelles. Tenant compte des préoccupations majeures des populations et des défis **environnementaux du pays et des régions prioritaires d'intervention**, l'IGMVSS au Burkina Faso s'inscrit dans une vision de gestion durable des terres et de l'environnement dans une perspective de **sécurisation alimentaire**, de **réduction de la pauvreté** et de **construction du développement durable**. L'intervention doit à terme assurer la sécurité alimentaire (ODD 2), diminuer la pauvreté (ODD 1) des populations de la ZI-IGMVSS.

##### ➤ *Stratégie de renforcement des capacités : cf description du partenariat*

##### ➤ *Viabilité de l'intervention :*

**Durabilité technique** : les éléments permettant d'assurer la durabilité technique de l'intervention sont :

- l'utilisation de technologies adaptées développées localement.
- les équipements seront adaptés au contexte burkinabè, afin que la maintenance puisse être assurée localement ou les frais de mise à niveau abordables.
- le choix de bonnes pratiques faisables, économiquement rentables et socialement acceptables.

**Durabilité financière** : Eléments permettant d'assurer la durabilité financière de l'intervention sont :

- La mise en œuvre de l'IGMVSS au Burkina Faso est assurée essentiellement par des structures ou des organes existants.
- La coordination Nationale doit se transformer en Agence Nationale avec une autonomie financière.
- Un plaidoyer pour une meilleure contribution de l'État à la mise en œuvre de l'IGMVSS
- Un appui à la mobilisation des ressources financières par le programme

**Durabilité sociale :** L'IGMVSS fait désormais partie du paysage institutionnel au Burkina Faso. Son plan d'action a été principalement construit sur des orientations existantes du MEEVCC. Le PRC-IGMVSS phase 1 et 2 s'intègre dans ce plan d'action et est mis en œuvre par les structures du MEEVCC.

➤ *Stratégie de désengagement :*

La stratégie de désengagement de l'intervention qui vise à assurer la pérennité des résultats par :

- un programme de renforcement de capacités qui vise l'autonomisation des groupes ciblés
- le renforcement des capacités des acteurs institutionnels et les populations rurales dans une commune pilote. Le programme vise à développer une expertise locale dans les domaines du management, suivi évaluation axé sur le genre, la maîtrise des bonnes pratiques de GDT et la mobilisation de financement
- Sur le plan technique, le désengagement de l'APEFE sera assuré par l'utilisation de technologies et de matériels adaptés (voir le point sur la durabilité technique). Sur le plan financier, le programme contribuera différents points évoqués dans durabilité financière.

d) Description de l'efficience

La stratégie empruntée démontrera son efficience, dans la mesure où elle se caractérise par l'implication de cadres institutionnels existants ayant l'expérience nécessaire, et dont les capacités seront renforcées, le développement de synergies avec les interventions d'autres acteurs, ce qui permettra l'optimisation et la rationalisation des ressources. La concertation et les échanges entre d'une part, les acteurs des communes et régions de la zone d'intervention de l'Initiative, et d'autre part, avec les acteurs d'autres régions sur les problématiques similaires ou complémentaires favoriseront de transférer à moindres coûts les technologies mises au point. Un aspect important en faveur de l'efficience c'est la responsabilité directe du Coordonnateur national et des Coordonnateurs régionaux pour la recherche et la mobilisation des ressources financières. La mise en place d'un manuel des procédures de gestion financière et comptable va ainsi garantir la transparence.

**Le budget pour l'objectif spécifique 1 est de 2 396 815€ dont 15% seront consacrés à l'investissement, 48% consacrés au fonctionnement et 37 % consacrés aux ressources humaines.**

**En ce qui concerne les ressources humaines,** l'APEFE et son partenaire privilégient la mise à disposition de cadres et d'agents du MEEVCC et l'engagement de ressources humaines locales pour appuyer la bonne mise en œuvre du programme. Toutefois l'engagement d'une ressource humaine internationale, intégrée dans une équipe locale, présente plusieurs intérêts palier à un manque d'expertise locale dans un secteur ou une thématique spécifique au cœur de l'intervention et contribuer, à l'innovation et aux échanges de bonnes pratiques prometteuses et ainsi au renforcement des capacités.

Il est dès lors prévu de mettre à la disposition de l'OS un assistant technique international (ATI), qui aura pour mission d'encadrer l'ensemble des activités nécessaires à l'atteinte des résultats. Il contribuera en collaboration avec le MEEVCC à la consolidation des acquis des premières phases, au renforcement des capacités techniques et organisationnelles et à l'élaboration et au suivi d'outils de suivi-évaluation de l'IGMVSS

L'engagement de ressources humaines locales sera nécessaire sur les postes suivants :

- Assistant technique National (ATN) en charge de la mobilisation des ressources financières
- Assistant technique National (ATN) en charge du volet communication et capitalisation (Gestionnaire comptable en charge de la coordination administrative et financière de l'OS1

Par ailleurs, un bureau de coordination APEFE, partagé avec Wallonie Bruxelles International (WBI) est mis à disposition des programmes (les deux OS) afin de loger le personnel administratif, de logistique. Enfin, le bureau assure également le rôle de représentation officielle de l'APEFE.

#### 6.4. Description de la Stratégie de Partenariat

Le MEEVCC sera le partenaire de l'APEFE pour cette intervention car c'est le ministère de tutelle technique pour la mise en œuvre de l'IGMVSS au Burkina Faso. Les partenaires opérationnels de mise en œuvre seront :

**La coordination nationale de l'IGMVSS :** Le directeur du programme sera également le Coordonnateur de l'IGMVSS au Burkina Faso ; Les 4 Directions Régionales de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DREEVCC) pour les quatre régions de l'IGMVSS au Burkina Faso : Centre Nord, Est, Plateau Central et Sahel. Au niveau de la commune pilote de Bourzanga, le répondant sera les Services provinciaux et départementaux du MEEVCC de la province et de la commune de Bourzanga

➤ *Renforcement des capacités:*

Ces structures seront également les bénéficiaires du renforcement des capacités afin qu'ils puissent mettre en œuvre l'IGMVSS au Burkina Faso, objectif de l'intervention.

L'APEFE s'attachera à mettre en œuvre sa stratégie de renforcement des capacités pour trois niveaux:

**Le niveau macro**, institutionnel et politique : l'intervention travaillera à actualiser le SPA/IGMVSS pour mieux le cadrer avec les nouvelles orientations nationales et internationales, mais également à mieux quantifier ses actions grâce aux situations de références élaborées lors de la première phase d'intervention.

**Le niveau méso**, organisationnel et structurel : Cette seconde phase de l'intervention devra permettre l'opérationnalisation de différents outils (communication, plan de formation, stratégie de mobilisation des ressources financières, manuel de suivi-évaluation). D'autre part, les organes de concertation, de coordination et de pilotage seront soit créés soit mis en place. L'expérimentation au niveau de la commune de Bourzanga, permettra également de tirer des leçons de la mise en œuvre de l'IGMVSS au niveau local afin d'améliorer la mise en œuvre de l'IGMVSS au plan national. Un appui organisationnel sera également apporté à cette commune notamment par une meilleure prise en compte de la GDT dans le développement communal.

**Le niveau micro, individuel** : Un plan de formation reprend autant l'amélioration des capacités techniques des agents et cadres, mais également l'amélioration des capacités fonctionnelles et sera mis en œuvre aux différents niveaux d'intervention.

➤ *Gestion du partenariat:*

Il est important de noter que la gestion des partenariats de l'APEFE s'ancre dans une démarche continue d'amélioration de la qualité. Les rôles et responsabilités dans la gestion du partenariat et des collaborations ont été déterminés en amont, lors de la phase de formulation du programme et seront formalisés lors de la contractualisation du partenariat (**convention de partenariat**). Cette convention sera signée avec le Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC) et a pour objectifs de formaliser les points suivants :

- les apports des parties pour contribuer à l'atteinte de l'objectif spécifique de chaque programme.
- la contribution financière de chacune des parties.
- les engagements et les responsabilités de chacune des parties pour l'atteinte de l'objectif spécifique.
- les modalités de supervision du programme et les organes de pilotage.
- les modalités de gestion des ressources humaines, matérielles et financières qui incombent au programme.
- les procédures de contrôles et d'évaluation.

L'APEFE prévoit également la signature de **convention de collaboration**, avec les parties prenantes avec lesquelles elle aura des synergies de type opérationnel et/ou organisationnel.

Par ailleurs, le respect des engagements, la communication, la transparence, le renforcement des capacités et la coordination avec les partenaires et collaborateurs sont au centre de la mise en œuvre de l'intervention pour l'atteinte optimale des résultats. Différents dispositifs permettent de garantir une bonne mise en œuvre du projet et de s'assurer d'une approche partenariale saine et équilibrée.

- Existence d'organes de pilotage, de mise en œuvre et de suivi du programme : Directeur de programmes, Unité de Gestion des Programmes, Comités Technique de Suivi, et Comité de Pilotage.
- Des outils de gestion opérationnelle et de planification communs et partagés.
- Des outils de gestion financière et administrative communs et partagés.
- La préparation d'une stratégie de désengagement.
- Evaluation du partenariat annuelle sur base d'une analyse FFOM de la relation partenariale.

Enfin, l'évaluation du respect de la convention de partenariat se fait annuellement en comité de Pilotage, ainsi que lors des évaluations externes mi-parcours (2019) et finales (2021).

## 6.5. Synergies et Complémentarités.

### a) Synergies et complémentarités transversales

Dans le cadre de l'exercice du CSC, une série de synergies transversales (première section du chapitre 3) à caractère informatif et de partage d'expérience ont été prévues entre les OSC/AI. En vue de favoriser les échanges et la formalisation de synergies, un cadre d'échange sera créé par les OSC/AI. La gouvernance des synergies et complémentarités suivra plusieurs principes qui ont déjà été validés par les OSC/AI : (1) Oxfam-Solidarité assurera le

lead des OSC/AI en démarrage de programme (2) le lead OSC/AI sera rotatif tous les ans (3) des sous leads seront identifiés pour des tâches/thématiques spécifiques (4) une réunion OSC/AI aura lieu au minimum une fois par an à Ouagadougou (éventuellement si nécessaire couplé avec une réunion en Belgique) et (5) les OSC/AI s'impliqueront dans les échanges coordonnés avec la CTB et l'ambassade. Concernant **le CSC Travail Décent**, APEFE pourra participer avec les organisations du CSC Travail décent actives au Burkina Faso aux espaces d'échanges organisés entre les OSC/AI belges. Lors de ces échanges, des opportunités de complémentarité et de synergie pourront se présenter entre des OSC/AI belges du CSC Travail Décent et celles du CSC Burkina Faso.

**b) Synergies et complémentarités avec des organisations multilatérales en lien avec les cibles stratégiques du CSC**

<b>Synergie 1</b>	Echanges d'information et mise en œuvre d'activités communes avec le Projet ACD
Type	Synergie de type opérationnel et échange d'information
Cible stratégique commune et approche du CSC liées : Synergie transversale aux cibles 1 et 2 : 1A, 1D, 1D, 1E, 2F	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	
Le projet ACD est financé par l'Union Européenne s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'IGMVSS (2015 – 2018) dans les Provinces du Soum et du Seno. La synergie vise à harmoniser les interventions des deux projets, identifier et mettre en œuvre des activités communes et à capitaliser les réalisations de ACD dans le SE de l'IGMVSS	
Acteurs Impliqués	FAO (Projet ACD), APEFE, CN-IGMVSS
Rôles, devoirs, tâches à remplir	
Participation aux rencontres mensuelles de mise en œuvre ; Participation aux comités de pilotage respectifs ; Identification annuelle des actions qui seront menées en synergies et celles en complémentarité ; Mise en œuvre d'actions communes ; Capitalisation des actions de ACD dans le SE de l'IGMVSS	
Contribution financière	Pris sur le budget de chaque projet

<b>Synergie 2</b>	Echanges d'information et mise en œuvre d'activités communes avec le SPONG/RESAD, dans le cadre du Projet FLEUVE
Type	Synergie de type opérationnel et échange d'information
Cible stratégique commune et approche du CSC liées : Synergie transversale aux cibles 1, 2 et 5:	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	
Le Secrétariat Permanent des ONGs du Burkina Faso (SPONG) est le représentant au Burkina Faso du Réseau Sahel Désertification (ReSad) et est partie prenante du projet Front Local pour une Union Verte (FLEUVE) financée par l'UE et mis en œuvre par le MM CNULCD. Il a également une composante régionale qui travaille notamment sur des outils de formation sur la GDT au profit des conseils communaux. Elle est mise en œuvre par l'UICN, La CN-IGMVSS, Le SPONG/ReSAD et la commune de Dori. La synergie vise à harmoniser les interventions des deux projets, identifier et mettre en œuvre des activités communes et à capitaliser les réalisations de FLEUVE dans le SE de l'IGMVSS	
Acteurs Impliqués	SPONG/ReSAD, UICN, Commune de Dori, CN-IGMVSS, APEFE
Rôles, devoirs, tâches à remplir	
Echanges d'informations sur les activités menées par les différentes parties dans le cadre du projet Fleuve et du PRC-IGMVSS Identification annuelle des actions qui seront menées en synergies et celles en complémentarité Mise en œuvre d'actions communes à identifier chaque année Partage des outils de formation à l'endroit des Conseils communaux (Tous sauf commune de Dori)	
Contribution financière	Pris sur le budget de chaque projet

c) Synergies et complémentarités avec les ACNG (OSC/AI) Belge

Synergie 3	Promouvoir une sécurisation foncière pour le bien des populations et des ressources naturelles dans 3 communes pilotes
Type	Synergie de type opérationnel
Cible stratégique commune et approche du CSC liées :	Synergie transversale qui contribue aux approches 1A, 1D, 1G, 2F, 5A, 5B, 5C
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	APEFE avec d'autres AI/OSC belge va mettre les questions foncières au centre des débats dans la gestion communale dans des communes pilotes. Les AI/OSC belges vont travailler sur l'interface entre décentralisation, gestion des ressources naturelles et la sécurisation/gouvernance foncière. Concrètement, trois communes d'intervention ont été identifiées : Bourzanga (Centre Nord), Diabo (Est), Mogtédó (Plateau Central)
Acteurs Impliqués	Iles de Paix, , Oxfam, Broederlijk Delen, TRIAS, Solidagro, APEFE
Rôles, devoirs, tâches à remplir :	<p>- A Bourzanga, en complémentarité avec Oxfam , BD, Trias et leurs partenaires locaux travaillant sur la gestion des ressources naturelles, la promotion de filière et la sécurisation foncière des femmes, les actions suivantes seront menées en synergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La sécurisation foncière pour hommes, femmes, communautés et Collectivités Territoriales;</li> <li>- La sensibilisation et la mise en œuvre de techniques de Gestion Durable des Terres (GDT) notamment avec les femmes ;</li> <li>- La promotion des filières porteuses de produits forestiers non ligneux spécialement avec les groupements féminins</li> <li>- La gestion décentralisée des Ressources naturelles, l'appui du Cadre de Concertation Communal, la capitalisation de bonnes pratiques dans le cadre de l'IGMVSS avec les différents intervenants de la commune</li> </ul> <p>A Diabo, avec IDP et Oxfam et les partenaires locaux, Les actions suivantes seront menées en synergies/complémentarités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La sécurisation foncière et à la gestion durable des terres en prenant en compte le genre, notamment via la mise en place de CIC. (expertise Graf/ Oxfam Solidarité avec l'appui sur le travail de mobilisation de IDP)</li> <li>-L'appui du cadre de concertation communal sur la gestion durable des Terres (APEFE, IDP)</li> <li>-Le Partage, capitalisation et diffusion d'expérience en matière de gestion durable des terres (IdP et APEFE)</li> </ul> <p>A Mogtédó, avec solidagro et Oxfam et leurs partenaires locaux, Les actions suivantes seront menées en synergies/complémentarités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Oxfam avec le GRAF mettra en œuvre de la méthodologie de dialogue sur le foncier pour pérenniser les actions sur la gestion de ressources naturelles et l'agro-écologie menées par APEFE et Solidagro et leurs partenaires.</li> </ul> <p>l'APEFE et Solidagro collaboreront sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Le renforcement des capacités de leurs partenaires respectifs (ASK pour Solidagro et les services déconcentrés du Ministère de l'Environnement) sur la gestion décentralisées des ressources naturelles et le genre et La capitalisation des actions au niveau de l'IGMVSS</li> <li>-L'organisation / la participation de rencontres de planification conjointe et notamment le CCC</li> <li>-L'appui à leur partenaire local et aux communautés pour la mise en œuvre des actions de protection des ressources naturelles (protection des berges, reboisement)</li> </ul>
Contribution financière	Participation via budget de chaque ACNG avec leurs partenaires
Contribution matérielle	Fonction des activités pour les ressources avec mutualisation des moyens
Synergie 4	Assurer une contribution efficace des interventions des AI/OSC pour le développement d'une économie rurale performante
Type :	Synergies en termes d'échanges d'informations et de partage d'expériences
Référence CSC :	Cible 1, 2, 5 (si en lien avec la Cible 1 et 2)
Objectif	Partager les principaux défis, enjeux et évolutions du monde rural en vue du développement, de la mise à l'échelle et de la capitalisation d'approches innovantes
Acteurs principaux impliqués	Autre Terre, BD, Trias, Iles de Paix, Oxfam, VSF, VECO, SOS Faim, APEFE, Solidagro
Rôles et devoirs	Les AI/OSC impliqués organiseront de façon biannuelle des rencontres pour partager leurs expériences sur des constats, des méthodologies et des outils. Les partenaires locaux seront parties prenantes de ces rencontres qui permettront de capitaliser les avancées et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités dans le secteur rural. Le choix des thématiques pourrait être en lien avec des synergies bi/multilatérales, convenues en

préparation de ce programme (sur les mêmes cibles). Un lead (BD et Trias) désigné assurera le fonctionnement de la dynamique.
Contributions matérielles :
Contributions de toutes les AI/OSC pour la mise à disposition du matériel nécessaire à l'organisation de la rencontre
Contribution financière
Les coûts liés à la participation des AI/OSC et leurs partenaires (salle, facilitateur,...) sont pris en charge au sein de leurs budgets programmes respectifs

## 7. OS2/ Santé

### 7.1. Fiche OS2

Objectif spécifique	OS2 : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo			
Objectif spécifique	OS2: De toegang tot een kwaliteitsvolle revalidatiezorg, ten behoeve van mensen met een beperking (handicap factor) met een bijzondere aandacht voor de meest kwetsbare personen (gehandicapten, vrouwen, behoeftigen), is verbeterd in Burkina Faso, in de zones van Ouagadougou en Tenkodogo.			
Pays :		Burkina Faso	couvert pas le CSC Burkina Faso	Oui
Province(s) / État(s) ciblé(s):			Localité	
Partenaires locaux ou	Ministère de la Santé (MS) / CNRKR, ENSP- Ouagadougou / CHR de Tenkodogo		Ouagadougou (Centre), Tenkodogo (Centre Est)	
	Handicap International Fédération (HIF), Solidarité Socialiste, Louvain Développement		Centre, Centre Est	
	Louvain Développement		Centre, Centre Est	
	Croix Rouge de Belgique		Mangodara (région des Cascades)	
	UCL		Belgique, Bruxelles	
	ESK de la FSS de Cotonou		Bénin, Cotonou	
Groupe-cible :				
Les cadres et agents du Ministère de la Santé / Les professionnels formés (kinésithérapeutes et médecins spécialistes en réadaptation) / Le personnel de santé des institutions et structures de soins créés ou renforcées				
Nombre bénéficiaires :				
les personnes vivant en situation de handicap moteur permanent (466.000 personnes-2,5 % de la population) les personnes en état d'incapacité fonctionnelle réversible (plusieurs centaines de milliers de personnes)				
Secteur principal :		Santé (120)		
Sous-secteur 1 :		Santé, Général (121)		
Sous-secteur 2 :		Santé de base (122)		
Coûts opérationnels de l'OS :		1 393 685€		
Markers :				
	Environnement		1	
	RIO : désertification/ RIO : biodiversité/RIO : CC adaptation		0	
	RIO : CC mitigation		1	
	Genre		1	
	Bonne Gouvernance		1	
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)		2	
	HIV/Aids		1	
	Droits des enfants		1	
Trade development		0		

## 7.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique 2

	Baseline	An1	An2	An 3	An 4	An 5	Sources de vérification
Cible stratégique 3 du CSC Burkina Faso	CS3 : Améliorer l'état de santé de la population burkinabè, en particulier des catégories les plus vulnérables et des femmes par un meilleur accès aux soins de santé de qualité et à des conditions d'hygiène acceptables						
OS2 : : L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (PH, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo							
H2.1 : La situation sociopolitique est stable et ne provoque pas de changements institutionnels							
H 2.2: Le développement de la médecine de réadaptation reste une priorité pour le gouvernement du Burkina Faso							
H 2.3 : Les acteurs majeurs de la mise en œuvre du PSDRSS poursuivent leur appui à cette stratégie							
IOV 2.1 : Au terme de l'année 2021, la proportion de traitements effectués avec succès dans le CNRMPR de Ouagadougou et le service de MPR du CHR de Tenkodogo est d'au moins 85% , dont au moins 40% de femmes	Pas encore de CNRMPR et de SMPR au CHR de Tenkodogo	CNRMPR et SMPR de Tenkodogo en voie de création	75 %	80 %	85 %	85 %	Statistique issues de la Base de données informatisée des patients du CNRMPR et de celle du SMPR du CHR de Tenkodogo
	-	-	30% femmes	35 % femmes	40 % femmes	40 % femmes	
IOV 2.2 : Au terme de l'année 2021, la moyenne des patients pris en charge quotidiennement au CNRMPR est au moins égale à 100 et au SMPR du CHR de Tenkodogo est au moins égale à 25	Pas de CNRMPR	CNRMPR en construction	Moy. quot. 30 patients/jour	Moy. quot. 55 patients/jour	Moy. quot. 85 patients/jour	Moy. quot. 100 patients/jour	
	Pas de SMPR au CHR de Tenkodogo	Pas de SMPR au CHR de Tenkodogo	SMPR Tenkodogo en voie d'équipement	Moy. quot. 15 patients/jour	Moy. quot. 20 patients/jour	Moy. quot. 25 patients/jour	
IOV 2.3 : Au terme de l'année 2021, le pourcentage de ces patients au CNRMPR et au SMPR du CHR de Tenkodogo bénéficiant d'un mécanisme de facilitation de l'accès financier aux soins, est de 35%	0		20%	25%	30%	35%	

<b>R 2.1: Les organes de pilotage, les mécanismes, et outils de développement intégrés de la Médecine Physique- Réadaptation au Burkina Faso ont été développés, en tenant compte du genre et d l'environnement.</b>							
H2.1.1 Les acteurs de la réadaptation médicale collaborent, s'investissent et fournissent les informations nécessaires							
<u>IOV 2.1.1</u> : Au terme de l'année 2021, il existe un Service du Développement de la MPR fonctionnel au sein du Ministère de la Santé (RH, budget, mandat, organigramme, plan d'action annuel tiré du PSDMPR,...)	Pas de SDMPR au MS	SDMPR en création au MS	SDMPR fonctionnel 30 %	SDMPR fonctionnel	SDMPR fonctionnel	SDMPR fonctionnel	Arrêté ministériel portant création du SDMPR/MS Titre d'affectation des RH au SDMPR/MS Budget SDMPR documenté/MS Plan d'action annuel SDMPR/MS
<u>IOV 2.2.2</u> : Au terme de l'année 2021, le personnel féminin représente 30% du personnel dans le Service du Développement de la MPR du Ministère de la Santé	-	-	30% de femmes	30% de femmes	30% de femmes	30% de femmes	
<u>IOV 2.1.3</u> : Au terme de l'année 2021, les responsables «assurance qualité» du MS réalisent au moins une mission de suivi-évaluation de la qualité par an au CNRMMPR et SMMPR de Tenkodogo	Pas encore de normes de qualité élaborées et validées	Normes qualité prenant en compte le genre et l'environnement en cours d'élaboration	Normes qualité prenant en compte le genre et l'environnement testées et validées par le MS	2 missions de suivi-évaluation au CNRMMPR et SMMPR de Tenkodogo par les services assurance qualité du MS	2 missions de suivi-évaluation au CNRMMPR et SMMPR de Tenkodogo par les services assurance qualité du MS	2 missions de suivi-évaluation au CNRMMPR et SMMPR de Tenkodogo par les services assurance qualité du MS	Rapport de suivi-évaluation de la qualité du CNRMMPR et du service de réadaptation du CHR de Tenkodogo / MS
<b>R 2.2: Les conditions de lancement de la formation initiale des Kinésithérapeutes et de création de l'École Supérieure de Kinésithérapie pour assurer le développement de la MPR au Burkina Faso sont remplies</b>							
H 2.2.1 : Les étudiants en master kiné à l'UCL et en licence kiné à Cotonou réussissent leur formation, sans redoublement							
<u>IOV 2.2.1</u> : Au terme de l'année 2021, 5 médecins spécialistes MPR sont diplômés et en fonction au Burkina Faso (bourses nationales)	1 médecin MPR à Bobo Dioulasso	2 MPR à Bobo 1 MPR à Ouaga	2 MPR à Bobo 2 MPR à Ouaga	2 MPR à Bobo 2 MPR à Ouaga	2 MPR à Bobo 2 MPR à Ouaga 1 MPR à Tenkodogo	2 MPR à Bobo 2 MPR à Ouaga 1 MPR à Tenkodogo	Diplôme de spécialisation en MPR délivré par faculté de médecine d'Abidjan Liste des affectations/MS
<u>IOV 2.2.2</u> : Au terme de l'année 2021, 14 kinésithérapeutes diplômés au niveau licence (ESK de la FSS de Cotonou - bourses APEFE) sont en fonction au Burkina Faso dont au moins 3 femmes.	10 kinés à l'ESK - Kiné 1 : 6 - Kiné2 : 4 - Kiné 3 : 0	14 kinés à l'ESK - Kiné 1 : 4 - Kiné2 : 6 - Kiné 3 : 4	10 kinés à l'ESK - Kiné 1: 0 - Kiné 2: 4 - Kiné 3: 6 ----- 4 au BF	5 kinés à l'ESK - Kiné 1: 0 - Kiné 2: 0 - Kiné 3: 4 ----- 10 au BF	0 kiné à l'ESK - Kiné 1: 0 - Kiné 2: 0 - Kiné 3: 0 ----- 14 au BF	0 kiné à l'ESK - Kiné 1: 0 - Kiné 2: 0 - Kiné 3: 0 ----- 14 au BF	Résultats de délibération/FSS Cotonou Attestation de réussite Liste des affectations des diplômés de retour au pays

	0 au BF	0 au BF	1 femme	1 femme	3 femmes	3 femmes	
IOV 2.2.3 : Au terme de l'année 2021, des Curricula de formation de Licence sont élaborés et validés par les instances réglementaires concernées	0	0	0	0	Curricula de formation élaborés	Curricula de formation validés	Curricula de formation/Décision officielle pour la validation des curricula.
R 2.3: Les capacités d'accueil et de prestations de soins en MPR ont été améliorées en prenant en compte l'environnement et avec une attention particulière pour les personnes plus vulnérables (PH, femmes, indigents)							
H 2.3.1 : Le CNRMMPR obtient le statut d'Établissement Public de Santé lui donnant l'autonomie de gestion et des subsides de l'État							
IOV 2.3.1 : Au terme de l'année 2021, le taux d'autofinancement des centres et services de réadaptation appuyés est de 100% (Recettes propres + aides, hors PTF/ dépenses engagées x100)	Pas de CNRMMPR Pas de SMPR au CHR de Tenkodogo	CNRMMPR en construction Pas de SMPR au CHR de Tenkodogo	CNRMMPR fonctionnel SMPR Tenkodogo en voie d'équipement	90 % d'autofinancement du CNRMMPR 90 % d'autofinancement du SMPR au CHR de Tenkodoko	95 % d'autofinancement du CNRMMPR 95 % d'autofinancement du SMPR au CHR de Tenkodoko	100 % d'autofinancement du CNRMMPR 100 % d'autofinancement du SMPR au CHR de Tenkodoko	DAO et marché de construction Rapport d'inauguration Décret portant création de l'EPS « CNRMMPR » Résultats d'activité communiqués par le CA
IOV2.3.2 : Au terme de l'année 2021, le score obtenu par le CNRMMPR et le SMPR du CHR de Tenkodogo aux audits qualité effectués lors des supervisions par les responsables « assurances qualité » du MS est de 75%	Processus de suivi-évaluation de la qualité inexistant	Processus de suivi-évaluation de la qualité prenant en compte le genre et l'environnement est élaboré	Processus de suivi-évaluation de la qualité prenant en compte le genre et l'environnement testé et validé	Le CNRMMPR et le SMPR de Tenkodogo obtiennent un score > à 60% Score en environnement et en genre > à 20 %	Le CNRMMPR et le SMPR de Tenkodogo obtiennent un score > à 65% Score en environnement et en genre > à 30 %	Le CNRMMPR et le SMPR de Tenkodogo obtiennent un score > à 75 % Score en environnement et en genre > à 50 %	Rapport de suivi-évaluation de la qualité des centres et services de réadaptation/ MS
Conditions préalables :		CP 2.1: L'APEFE obtient les subsides de la Direction Générale de la Coopération au Développement du Gouvernement Fédéral belge					
Typologie des activités :	<p><b>Pour le résultat 1 :</b> les activités porteront principalement sur : (1) La coordination des acteurs techniques nationaux et internationaux du développement de la MPR :réunions techniques sous sectorielles, développement des synergies et complémentarités inter-acteurs, suivi-évaluation des plans d'action annuel du PSDMPR 2016-2020 (2) La mise en place au MS d'un « service du développement de la MPR »(3) l'élaboration participative d'outils et mécanismes permettant l'évaluation de la qualité des centres de MPR. (4) L'expérimentation pilote de la recherche d'information sur les besoins en réadaptation des populations vulnérables.</p> <p><b>Pour le résultat 2 :</b> les activités porteront principalement sur : (1) la formation d'un premier noyau de RH (médecins MPR, kinés niveau Licence et Master, orthoprothésistes) (2) Curricula, outils et mécanismes de gestion de l'ESK (statuts, règlement, organigramme, gestion administrative et financière, nominations, supervisions par la hiérarchie)</p> <p><b>Pour le résultat 3 :</b> les activités porteront : La construction, l'équipement et la gestion efficace du CNRMMPR, Equipement, affectation de RH et démarrage des activités, gestion d'un SMPR au CHR de Tenkodogo, La digitalisation avec une base de données informatisée de fiches patients pour le CNRMMPR et le SMPR du CHR Tenkodogo la prise ne charge des soins de réadaptation par les mutuelles de santé.</p>						

#### d) T4 – Coûts opérationnels Objectif Spécifique 2

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
<b>Coûts opérationnels</b>						
<b>1. Bureau local</b>						
Investissement	314.300	250.700	34.309	11.570	700	611.579
Fonctionnement	31.360	47.670	44.941	65.857	27.720	217.548
Personnel	39.920	39.920	42.120	41.690	39.920	203.570
<b>2. Siège</b>						
Investissement	0,00	71.868	26.000	0,00	0,00	97.868
Fonctionnement	91.900	82.780	46.440	21.000	21.000	263.120
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total CO :</b>						
Investissement	314.300	322.568	60.309	11.570	700	709.447
Fonctionnement	123.260	130.450	91.381	86.857	48.720	480.668
Personnel	39.920	39.920	42.120	41.690	39.920	203.570

### 7.3. Motivation au regard du CAD

#### a) Description de la Pertinence.

Le Programme contribue clairement à la **Cible stratégique commune 3 du CSC Burkina Faso**: « Améliorer l'État de santé de la population burkinabè, en particulier des catégories les plus vulnérables et des femmes par un meilleur accès aux soins de santé de qualité et à des conditions d'hygiène acceptables » (cf. Objectif Spécifique 2 de l'APEFE au Burkina Faso et théorie du changement).

Pour atteindre cet objectif Spécifique, l'APEFE appuiera l'amélioration de la gouvernance du sous-secteur par la mise en œuvre du plan stratégique de développement de la réadaptation du secteur de la Santé (PSDRSS 2016-2020) avec l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux actifs dans ce domaine (cf. **approches 3G, 3F de la CSC Burkina Faso**), concentrant son intervention sur le renforcement des capacités humaines et matérielles (cf. **approches 3B et 3F de la CSC Burkina Faso**)

Par ailleurs, en se focalisant sur la mise en œuvre du PSDRSS 2016-2020, l'APEFE contribuera à la sensibilisation du MSPLS à la **prise en compte des PSHI (groupes à vulnérabilités spécifiques)** (cf **approches 3E de la CSC Burkina Faso**). De plus, l'accès financier aux soins de kinésithérapie sera expérimenté via une expérience de prise en charge de ces soins par les mutuelles de santé (Cf **approches 3A et 3D**). Enfin, l'APEFE appuiera la réadaptation communautaire par la recherche d'information de terrain sur les besoins en réadaptation dans une région rurale isolée du Sud-Ouest du Burkina Faso (région des cascades) ainsi que par la formation de volontaires de la communauté sur les gestes simples de prévention du handicap et sur le référencement précoce (Cf **approches 3A – 3C**)

#### a) Pertinence par rapport aux objectifs de la coopération belge

L'OS2 au Burkina Faso s'inscrit dans le cadre de la loi modifiant la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au de 2016 et s'aligne sur les notes stratégiques et /ou politique de la DGD:

- En effet, en s'attaquant, à la réadaptation médicale de la personne en situation d'incapacité et/ou de handicap, le programme appuie directement la **participation de la personne au développement économique durable et inclusif** de son pays et aux **droits humains** en général afin d'éradiquer la **pauvreté, l'exclusion et les inégalités**.
- En alignement à la **note stratégique « environnement »** (2014) de la DGD, l'APEFE intègre dans son programme la conservation et la protection de l'environnement. (cf recommandation CSC) .
- En alignement à la **note stratégique « genre »** (2016) de la DGD et à la Politique Nationale Genre du Burkina Faso, l'APEFE intègre de manière transversale le genre dans son OS.
- En alignement à la note stratégique **« Résultats de développement »** (2015) de la DGD, l'APEFE au Burkina Faso investit dans le renforcement des capacités locales à gérer l'information sanitaire à travers la mise en place d'un dossier médical informatisé du patient incluant les soins de réadaptation..

## b) Description de l'Efficacité.

### ➤ *La stratégie est réaliste car :*

- depuis 2014 elle vise à renforcer *par étapes successives et logiques* les capacités endogènes du pays en soins en MPR et cela initialement pour la partie « réadaptation institutionnelle » décrite dans la TOC. ;
- Cette stratégie par étape doit permettre *d'améliorer progressivement la couverture en soins de réadaptation* au Burkina Faso ;
- la stratégie s'appuie sur le développement indispensable *d'outils normatifs de contrôle de la qualité des prestations* des centres et services MPR développés ;
- Elle va d'autre part s'attacher à *développer l'information sur le travail de réadaptation* effectué dans les centres et services appuyés (digitalisation de l'information pour exploitation par les services MPR) ;
- L'accent est mis sur une *amélioration progressive de l'accessibilité financière aux soins de réadaptation* (FBP, subventionnement des soins par des PTFs, mise en place progressive de l'AMU) ;
- L'ensemble de cette stratégie *s'intégrant dans un plan stratégique national (PSDRSS)*

**La stratégie est adaptée** car elle se base essentiellement sur le renforcement de capacités locales pour franchir les étapes l'une après l'autre. *Elle bénéficie d'autre part d'un financement national important* en contrepartie au financement des PTFs;

**La stratégie est viable** car elle repose sur un ensemble de partenariats croisés nord-sud et sud-sud (à travers le projet B4) qui augmentent ses chances de succès.

**La TOC explique en quoi les activités planifiées permettront d'atteindre les résultats et les résultats d'atteindre l'objectif spécifique.**

## c) Description de la Durabilité.

### ➤ *Impact de l'intervention :*

L'intervention doit, à terme, concourir à *diminuer la pauvreté des bénéficiaires* (ODD1). Conformément à la TOC, ceci passe par la *promotion de la santé et du bien-être des bénéficiaires* par des interventions de réadaptation appropriées, délivrées au bon moment. (ODD3, cible 3.4). Cette réadaptation doit à son tour augmenter la capacité des personnes réadaptées *à participer à la vie de la communauté*. Ce qui est la meilleure façon de *lutter contre les discriminations et les inégalités* dont sont très souvent victimes les personnes vivant en situation de handicap permanent ou d'incapacité encore réversibles (ODD 10; cible2).

### ➤ *Viabilité de l'intervention :*

- **Durabilité technique** : elle est liée (i) au fait que les techniques de réadaptation ne requièrent pas beaucoup d'équipements complexes et coûteux et qu'une bonne partie d'entre eux peut être fabriquée localement. D'autre part (ii) les RH formées pour le programme (kinés, médecins MPR et orthoprothésistes) ont un d'excellent niveau et sont une forte garantie de pérennité technique.
- **Durabilité financière** : elle est liée (i) au statut d'autonomie de gestion combiné à un subventionnement des pouvoirs publics dont jouiront les services de MPR créés avec l'appui du programme
- **Durabilité sociale** : l'intervention n'est que la première phase technique d'un programme *à plus long terme*. Pour être complète elle devra nécessairement, être doublée d'un programme de *réadaptation à base communautaire* (voir théorie du changement) qui lui donnera toute sa durabilité sociale. La base de cette stratégie RBC étant que le programme de réadaptation communautaire « appartient » et est géré par la communauté au sein de laquelle il est implanté. Cependant le problème de la durabilité sociale est abordé dès cette phase à travers des expériences d'intégration des soins MPR dans les prestations des mutuelles de santé pour les deux structures à créer.

### ➤ *Stratégie de désengagement à l'issue de l'intervention :*

- *Le problème de la dépendance financière* est déjà en bonne voie de résolution. Dès le départ le programme n'assume pas de frais récurrent (fonctionnement et RH) que ce soit au CNRMPR de Ouagadougou ou au SMPR du CHR de Tenkodogo).
- *Le sevrage de la dépendance humaine* est cours de résolution depuis le début du programme :
  - Depuis 2014 le noyau de RH de qualité nécessaire à la viabilité du programme est en formation (18 kinés, 5 médecins, 5 orthoprothésistes)
- *Le sevrage de la dépendance technique* est en cours de réalisation grâce :
  - à la formation depuis le début du programme du noyau de RH de qualité cité ci-dessus

#### d) Description de l'Efficiency

La stratégie combine en 5 années les réalisations essentielles suivantes :

- création et pérennisation du CNRMMPR (650 m<sup>2</sup> – 1 niveau initial avec possibilité d'ajouter un étage). Le CNRMMPR est une institution fondamentale de développement du savoir-faire en MPR et le futur lieu de stage de l'Ecole Supérieure de Kinésithérapie de l'ENSP.
- création et pérennisation d'un service MPR au CHR de Tenkodogo (région Centre-Est)
- introduction d'un dossier médical informatisé (DMI) des patients dans ces 2 structures de soin ;
- fin de la formation de 20 RH à l'extérieur (12 kinés niveau licence – bourses APEFE ; 6 kinés niveau master – bourses nationales avec complément l'ESK pour animer les nouveaux services de kiné décentralisés)
- Préparation de la création et démarrage de l'Ecole supérieure de Kinésithérapie à l'ENSP de Ouagadougou (dans des locaux provisoires)
- Suivi évaluation du PSDRSS 2016—2020 et appui à l'élaboration validation du PSDRSS
- Appui à la mise en place du service de développement de la MPR au MS
- Expérimenter la collecte et le traitement de données digitalisées sur les besoins en réadaptation de populations rurales isolées

**Le budget pour l'objectif spécifique 2 est de 1 393 685€ dont 51% seront consacrés à l'investissement, 35% consacrés au fonctionnement et 14% consacrés aux ressources humaines.**

Pour améliorer l'efficacité, l'APEFE optimise l'affectation des ressources humaines avec l'engagement de ressources humaines locales (Assistant technique Nationale), et la mise à disposition d'un expert senior en MPR basé au Burundi et effectue 4 à 5 missions d'appui technique par an de suivi de l'avancement des programmes.

#### 7.4. Description de la Stratégie de Partenariat.

La stratégie partenariale de l'APEFE, datée du 5 janvier 2016, est la base de la stratégie mise en œuvre au Burkina Faso. La légitimité institutionnelle du Ministère de la santé en tant qu'acteur essentiel du développement de la MPR, combinée à son dynamisme et à sa volonté affichée d'aller de l'avant dans la mise en œuvre des activités aux côtés de l'APEFE en font un partenaire incontournable.

##### ➤ *Renforcement des capacités:*

Le renforcement des capacités est au centre de la stratégie partenariale et du processus d'autonomisation. L'APEFE s'attachera au Burkina Faso à mettre en œuvre sa stratégie de renforcement des capacités pour trois niveaux spécifiques :

##### **Le niveau macro, institutionnel et politique :**

- appui à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des plans stratégiques de développement de la MPR avec tous les acteurs de ce sous-secteur présents ;
- appui à la création et l'opérationnalisation d'un service dédié au développement de la MPR au MS.

##### **Le niveau méso, organisationnel et structurel :**

- appui à l'élaboration et la validation des normes de fonctionnement des services et centres MPR à travers le pays et du processus qualité ;
- digitalisation de l'information relative aux handicaps, incapacités et soins de réadaptation, via par la création d'un dossier médical informatisé (DMI) installé dans les 2 centres et services de réadaptation appuyés.

##### **Le niveau micro, individuel :**

- formation de 12 kinésithérapeutes au niveau Licence, 5 Kinésithérapeutes (bourses nationales) au niveau master et de deux médecins spécialistes MPR (bourses nationales) pour constituer le noyau des enseignants kinésithérapeutes et Médecins de la future école supérieure de kinésithérapeutes et renforcer l'équipe des maîtres de stage du CNRMMPR.

Corrélée à ces trois niveaux, l'intervention de l'APEFE reposera sur l'amélioration et le renforcement des capacités techniques et fonctionnelles :

##### **Les capacités techniques :**

- amélioration des performances et de la qualité des soins dispensés dans les centres des centres et services MPR créés ou appuyés ;

- amélioration des compétences techniques des kinésithérapeutes et médecins affectés dans les services et centres appuyés ;

#### Les capacités fonctionnelles :

- capacité de formulation, de suivi-évaluation et d'actualisation des PSDMPR ;
- capacités de gestion (planification, mise en œuvre, suivi-évaluation) pour la mise en œuvre des PSDMPR (en particulier à travers la création du service de développement de la MPR au MS) ;

➤ *Gestion du partenariat: Cf OS1*

Une convention de partenariat sera signée avec le Ministère de la Santé. L'APEFE prévoit également la signature de convention de collaboration, avec les parties prenantes avec lesquelles elle aura des synergies de type opérationnel et/ou organisationnel

## 7.5. Description des Synergies et Complémentarités.

a) Synergies et complémentarités transversales – cf OS1

b) Synergies et complémentarités avec les ACNG (OSC/AI) et autres organisations belges

Synergie 1	Renforcement de la MPR au niveau communautaire		
Type	Synergie de type opérationnel		
Cible stratégique commune et approche du CSC liées			
CS3, approches 3A, 3C, 3 <sup>E</sup> , 3F			
Objectif de la synergie / de la complémentarité			
Renforcer les connaissances des populations en matière de besoins et techniques simples en médecine physique et de réadaptation au niveau communautaire			
Rôles, devoirs, tâches à remplir pour APEFE, CRB			
APEFE : Élaboration et analyse d'une enquête sur les besoins en médecine physique et de réadaptation dans les villages ciblés par l'intervention de la CRB. / Formation et recyclage des volontaires Croix-Rouge à l'approche de réadaptation) base communautaire / Élaboration d'un support de sensibilisation au sujet des principales affections handicapantes et des solutions simples qui peuvent être mises en œuvre sur le terrain (à partir des documents (à partir des documents OMS et autres documents déjà disponibles en réadaptation communautaire).			
Croix-Rouge : Administration d'une enquête sur les besoins en médecine physique et de réadaptation dans les villages ciblés par l'intervention de la CRB / Diffusion au niveau communautaire des bonnes pratiques en matière de réadaptation et médecine physique			
Contribution matérielle et financière			
APEFE		Croix-Rouge	
Assurer le coût de l'élaboration et l'analyse des résultats de l'enquête, la prise en charge du formateur, le défraiement des volontaires pendant les périodes de formation		Mise à disposition d'une salle de formation et de son équipement, le transport des volontaires jusqu'au lieu de formation, Produire un support de sensibilisation	
25.000 euros		5.488 euros	

Synergie 2 complémentarité 2	Appui au développement de la MPR au Burkina Faso		
Type	Synergie de type opérationnel et complémentarité		
Cible stratégique commune et approche du CSC liées	CS3, approches 3A, 3 <sup>E</sup> , 3F, 3G		
Objectif de la synergie / de la complémentarité			
Appui au développement de la bonne gouvernance du système de MPR et des ressources humaines de qualité.			
Rôles, devoirs, tâches à remplir pour APEFE et Handicap International			
HIF et APEFE travaillent <b>en synergie d'échange d'informations, et opérationnelle</b> pour appuyer le développement de la bonne gouvernance du système de MPR par un appui mutualisé à la coordination des acteurs de la MPR autour du suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan stratégique de développement de la MPR 2016-2020 ;			
HIF et APEFE travaillent <b>en complémentarité</b> sur la gestion efficace des centres de réadaptation créés ou renforcés dans le cadre de ce programme : HIF finance la formation de deux kinésithérapeutes à l'ESK de Cotonou pour animer le SMMPR du CHR de Tenkodogo - Hi a créé un atelier d'appareillage orthopédique dans cet hôpital ; L'APEFE va équiper les locaux vides destinés au service de kinésithérapie de cet hôpital.			

Contribution matérielle et financière	
<b>APEFE</b>	<b>Handicap International :</b>
Prise en charge des ateliers de production et de planification, Equipement Construction, Bourses	Prise en charge des ateliers de production et de planification, Bourses de formation
Budget OS2 opérationnel APEFE	Budget Handicap International

<b>Synergie 3</b>	Amélioration de l'accès aux soins de RPM
<b>Type</b>	Synergie de type opérationnel
<b>Cible stratégique commune et approche du CSC liées</b>	CS3, approches 3A, 3F, 3 <sup>E</sup>
<b>Objectif de la synergie / de la complémentarité</b>	
Améliorer l'accès et l'accessibilité financière aux soins de Médecines Physiques et Réadaptation (MPR)	
<b>Acteurs Impliqués</b>	Solidarité socialiste, Louvain Coopération et APEFE
<b>Rôles, devoirs, tâches à remplir</b>	
Expérimentation pilote (mutuelle de Tenkodogo et de Ouagadougou) visant : l'intégration des soins de Kiné et de consultation médicale MPR dans les prestations mutuelles de santé l'intégration des soins appareillages orthopédiques dans les prestations mutuelles de santé	
<b>Contribution matérielle et financière</b>	
APEFE	SolSoc et LC
Etudes de faisabilité (2)	prennent en charge l'accompagnement des mutuelles pour l'intégration des soins dans le paquet de soins des mutuelles aux deux services MPR renforcés par l'APEFE
10 000 euros	Budget programme (accompagnement)

<b>Synergie 4</b>	Appui à la création de l'ESK
<b>Type</b>	Synergie de type opérationnel
<b>Cible stratégique commune et approche du CSC liées</b>	CS3, approches 3A, 3C, 3 <sup>E</sup> , 3F
<b>Objectif de la synergie / de la complémentarité</b>	
Préparer les conditions de lancement de la formation initiale des Kinésithérapeutes et de création de l'Ecole Supérieure de Kinésithérapie (ESK) pour assurer le développement de la MPR au Burkina Faso	
<b>Acteurs Impliqués</b>	Université Catholique de Louvain (UCL), APEFE
<b>Rôles, devoirs, tâches à remplir</b>	
L'Université Catholique de Louvain et APEFE travaillent en synergie opérationnelle pour programme : L'APEFE coordonne, prépare et organise les missions UCL au Burkina Faso et des étudiants à l'UCL. L'UCL appui l'APEFE et son partenaire pour la formation des futurs enseignants à l'ESK, la création de l'Ecole : expertise pour le pilotage et la gestion de l'établissement, l'élaboration des curricula de formation	
<b>Contribution matérielle et financière</b>	
Frais de missions internationales Frais d'atelier de production Frais de formation	Mise à disposition d'experts techniques et de formateurs Appui à l'élaboration des curricula Accueil d'étudiants burkinabè pour des formations diplômantes à l'UCL
<b>Budget</b>	Budget opérationnel OS2